

T2137-431-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 431 jeudi 11 FÉVRIER 1982 6,00 F



contre
les politiciens :

autonomie
de la classe ouvrière !

Fp 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN — YZEURE
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DEPARTEMENTAL NICE — CANNES
 ARDECHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE — BOUC-BEL-AIR — GARDONNE
 CALVADOS : CAEN
 CHARENTES-MARITIMES : MARENES-ROCHEFORT
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 FINISTERE : BREST
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE — VALENCIENNES
 OISE : CREIL — BEAUVAIS
 ORNE : FLERS-LA FERTE-MACE
 HAUTE-GARONNE : GROUPE REGION TOULOUSAIN
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 PUY-DE-DOME : CLERMONT — FER-RAND
 SARTHE : LE MANS
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » — GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES
 VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE

BELGIQUE SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4^e, 5^e, 6^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
 — MASSY-PALAISEAU
 — ORSAY-BURES
 — RIS-ORANGIS
 — VILLEJUIF

BANLIEUE EST

— GAGNY, NEUILLY-sur-MARNE, CHELLES
 — MONTREUIL, ROSNY
 — BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

— NANTERRE — LA DÉFENSE
 — HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD

— VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 — DOMONT
 — ARGENTEUIL, COLOMBES
 — SEVRAN, BONDY
 — DEUIL-MONTMAGNY

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
 — LIAISON DES POSTIERS
 — LIAISON DES CHEMINOTS
 — CERCLE INTER-BANQUES
 — LIAISON ORTF
 — LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin
 EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura Reims,
 ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Versailles
 OUEST : Bégard, Quimper, Pont-Audemer, Laval, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême
 CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy,
 SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Montauban
 RHONE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry
 CORSE : Ajaccio
 LA RÉUNION : liaison anarchiste
 GUADELOUPE : Basse-Terre

PERMANENCES DES GROUPES

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.
 Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
 Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
 Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
 Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP 7, 80330 Longueue.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
 Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 h.
 Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.
 Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
 Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merieux (tél. (23). 80.17.09).
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
 Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences le 1^{er} et 3^e jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
 Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.
 Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.
 Permanences F.A. et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillohard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au R.U.B. Campus.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M^o République) — tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

• Les libertaires de Corrèze peuvent écrire aux RI pour prendre contact avec une liaison actuellement en création.

• Nous sommes heureux de vous faire part de la naissance du groupe Michel Bakounine. Ce groupe rassemble des anarchistes de la région de Rochefort, Marennes, Oléron. Nous invitons tous les libertaires de cette région et de Charente-Maritime à nous rejoindre. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront, ou directement à J.-M. Raynaud, BP 26, 17480 Le Chateau-d'Oléron.

• Le groupe Région toulonnaise assure une vente du *Monde libertaire* ainsi que livres, revues, etc., tous les dimanches matin au marché aux Puces de Toulon.

• Libertaires jurassiens, si la propagation des idées anarchistes vous intéresse, faites-vous connaître en écrivant à la liaison FA du Jura par l'intermédiaire des RI.

• Les personnes désireuses de militer pour l'anarchisme et de former un groupe libertaire sur les secteurs de Tournon (Ardèche) peuvent contacter les RI qui transmettront.

• Un groupe libertaire à Versailles ? Les intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Appel aux libertaires de tout le département de l'Eure : où que vous soyez, quel que soit le nombre que vous êtes, contactez les RI pour rejoindre les militants de votre département.

• Pour tout contact avec le groupe M. Fayolle de Tours, écrire à Claude Garcera, BP 835, St-Avertin, 37178 Chambray Cedex.

• Nous rappelons qu'un groupe FA est constitué à Caen. Nous appelons tous les sympathisants de la FA à le rejoindre. On peut le contacter à sa table de presse au RUB, le vendredi midi, sur le marché St-Pierre le dimanche matin.

• La liaison Laval FA assure une permanence de 10 h 15 à 12 h 30, Place du 11 Novembre, le samedi à Laval.

• Un groupe libertaire est né à Melun-Sénart. Les personnes intéressées par la propagation des idées libertaires dans la région peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

publications de groupes

• *Cafougnette est en colère ! Cette feuille de désintoxication sociale éditée par le groupe communiste libertaire de Valenciennes est disponible à Publico.*

• *Le numéro 2 de Drapeau noir, mensuel du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste est paru. Abonnement : 30 F et plus. Pour tout contact : CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.*

• *La Rue n° 31, revue du groupe Louise Michel, est parue. Au sommaire :*

- *Le pouvoir du PS vu par un en-dehors (Roland Boisdevet) ;*
 - *L'infiltration du catholicisme « social » (Dents Pelletier) ;*
 - *A propos du féminisme (Thyde Rosell) ;*

- *Mélanges épistémologique (Marc Prévotel) ;*
 - *La RFA sous les feux des publications françaises (M.S. Rollin) ;*

- *La FA reprend sa place (Maurice Joyeux) ;*

- *Anarchistes italiens en France (Gaetano Manfredonia) ;*

- *Les poussées sauvages du capitalisme US (Roland Creagh).*
 En vente à Publico. Prix : 25 F.

PAGE 2

Infos FA

PAGE 3

En bref

Amis lecteurs

Souscriptions

Jeune Afrique (mise au point)

Editorial

PAGE 4

Deux crocodiles dans le même marigot

Le service militaire nouveau est arrivé

A rebrousse-poil

PAGE 5

Cadres nécessaires ou superflus ?

A quand l'abolition du travail ?

Carte orange ou carte rose ?

PAGE 6

Des impasses inévitables

Gaspillage et misère

PAGE 7

Le fédéralisme anarchiste

PAGE 8

Autour d'une hérésie

La politique des blocs...

PAGE 9

Informations internationales

PAGE 10

La Mutualité

PAGE 11

Livres, théâtre...

PAGE 12

La minorité part au combat

Il ne faut jamais vendre...

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h à Publico 145, rue Amelot, Paris 11^e

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

AGRESSION

Le vendredi 5 février se tenait, à Creil, un meeting se PCF sur la situation politique internationale. Alors que des militants du groupe F. Ferrer vendaient *Le Monde libertaire* devant le Centre culturel où se tenait cette réunion « publique », les communistes déclenchèrent un autodafé en règle accompagné d'injures et de coups. Un de nos compagnons a été blessé à la tête.

Le fascisme rouge frappe à Varsovie, mais aussi à nos portes ! Vigilance !

Groupe de Creil

RIS-ORANGIS

Le Centre de Documentation anarchiste (CDA) du groupe libertaire de Ris-Orangis ouvre ses portes : journaux et revues libertaires, affiches, posters, prêts gratuits de livres. Tous les samedis de 14 à 16 h. Notre adresse : CDA, co CAES, 1, rue E. Bonté, 91130 Ris-Orangis (à côté de la gare).

NOYON

La liaison FA de Noyon organise une projection-débat du montage : *Espagne 36*, vendredi 12 février à Noyon, à 21 h (salle de mairie), et le vendredi 19 à Compiègne, à 21 h (Maison des Syndicats).

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

en bref...en bref...

AMIS LECTEURS

• Stage d'initiative d'esperanto : samedi 3 et dimanche 4 avril, les Amis de la Nature esperantistes organisent un stage-week-end d'esperanto pour débutants. Ce stage aura lieu près de Fécamp. Pour de plus amples renseignements, écrire à Esperanto-Migranto, 67, avenue Gambetta, Paris 20^e, ou téléphoner le soir à Gérard et Evelynne Maffiolo, au (3) 071.10.78. Clôture des inscriptions le 20 mars.

• La Ligue des Droits de l'Homme tiendra son congrès national les samedi 27 et dimanche 28 février 82 à Lille, Maison de l'Education permanente, 1, place Georges Lyon.

• L'équipe d'Asis de Recherche vient de faire paraître deux nouveaux posters à 10 francs chaque. De plus, leur bimensuel nouvelle formule prévu pour février, nous attendons leur livre sur l'histoire de l'insoumission, avec un grand « 1 », s'il vous plaît. Pour plus de renseignements, commandes, etc., écrire à Asis de Recherche, BP 53 75 861, Paris Cedex 18.

• Le numéro 5 de la revue Prisons est en vente. Plein d'informations sur les prisons et les taulards, textes complets de la circulaire envoyée par Badinter sur la nouvelle politique pénale et judiciaire aux procureurs « généraux » et « républicains », avec la réponse des syndicats et de leurs vœux sur la prison et la justice. Pour contacter Prisons et le Comité d'action des prisonniers, écrire au 8, rue de la Porte du Bac, 78000 Versailles, tél. 099.23.07.

• Alors voilà qu'il paraît que les indices de l'INSEE, glorieuse institution de statistiques économiques, auraient été faux depuis un an. Plutôt rigolo quand on pense au temps perdu par les politicards de tous bords et économistes trop savants à analyser à en perdre leurs cheveux des indices de tendances économiques servant à agrémenter leurs joutes oratoires, mais déjà plus triste quand on sait que ces statistiques sont utilisées à l'administration de nos besoins puisqu'en système capitaliste c'est la production qui détermine la consommation et non le contraire.

• Soirée Jazz, le jeudi 18 février 82, au 48, rue Dunois à 20 h 30, méro Chevaleret. Cette soirée est organisée en soutien à trois personnes arrêtées dans la nuit du 9 au 10 mars 81 dans le RER, accusées d'avoir collé des affiches et écrit des slogans antimilitaristes sur les murs, et condamnées à 6 000 F d'amende et 8 576 F de dommages et intérêts (maximum demandé par la RATP). Le procès, en appel, aura lieu le 16 février 82 à 13 h 30, au palais de justice de Paris, 13^e chambre correctionnelle, 75001 Paris. Pour plus de renseignements : c/o SOC, 6, impasse Popincourt, 75011 Paris.

• Harry's en grève : un dépôt d'une boulangerie industrielle dans la ZAIDA d'Antony est occupé depuis le 2 février par tous les travailleurs. Après plusieurs jours de négociations et la plupart des revendications ayant été acceptées, le patron décide vendredi soir de tout annuler et de recommencer les discussions lundi matin. Un réseau parallèle de distribution a été mis sur pied dès le deuxième jour de conflit par le patronat. Les ouvriers ne savent pas encore où se trouve le dépôt... Les travailleurs en grève de Harry's veulent populariser une lutte qu'ils prévoient dure et qui risque de s'éterniser.

D EPUIS, le début du mois de novembre, nous avons pu recueillir, pour la parution du *Monde libertaire* à 12 pages : 34 082 francs. Cette somme permettra de faire face pendant quatorze numéros à l'augmentation des coûts de fabrication de notre journal et d'attendre le paiement des exemplaires vendus en kiosques depuis l'augmentation de pagination. Mais ce n'est pas suffisant pour assurer à notre hebdomadaire une assise sûre, nous devons poursuivre nos efforts pour parvenir à l'objectif de 100 000 francs. Ces 100 000 francs représentant la possibilité de combler le déficit des quatre pages supplémentaires durant dix mois. En l'espace d'un trimestre, l'ensemble des souscriptions et des virements automatiques a atteint le tiers de ce résultat.

Pour le développement du *Monde libertaire*, nous devons continuer dans cette voie.

Les administrateurs
P. BEDOS - J. RÉMOND

LISTE DE SOUSCRIPTIONS

VIREMENTS AUTOMATIQUES MENSUELS :
Gr. D'AUBENAS 200 F, Liaison ANIZY 100 F, BRUNET Jean-Marie 50 F, LE GUEN Alain 50 F, Gr. FRESNES-ANTONY 300 F, GIRAUD Jean-Pierre 300 F, HUREZ Daniel 25 F, Gr. SACCO-VANZETTI 550 F, Gr. du 14^e 30 F, PEYRAUT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, FONLUPT-PIETERS Jocelyne 100 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Jean-Claude 20 F, FEHR Didier 50 F, BOLUFER-SANCHEZ J. 70 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER Olivier 10 F, Gr. JACOB 50 F, BOITELLE Bruno 25 F, CRESSON Pascal 100 F, Gr. MALATESTA 100 F, LUZE Robert 50 F, Gr. de BEZIERS 50 F, BROZENDROFFER 50 F, Gr. PRUDHOMMEAU 50 F, PORCHER Christian 50 F, SANCHEZ Mateo 50 F, MILLOT Guy 20 F, XERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, POUILLARD Jean-Luc 50 F, TENNEGUIN Danièle 100 F, SELLIER Bertrand 150 F, Gr. VARLIN 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Gr. LOUISE-MICHEL 150 F, Gr. de MONTREUIL 100 F, ESCOUBET Gérard 50 F, ABADIE-FEDOU Claude 30 F, FABRE J. 100 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PLASMAN François 100 F, LE GUEN Roger 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Liaison BÉGARDE 10 F, Gr. du MARAIS 50 F, LAFABREGUE S. 50 F.

SOUSCRIPTION :
PUBLICO 350 F, BORRAT André 70 F, ALBERICH Floréal 120 F, BLACHON Jean 30 F, BELLANGE Pierre 70 F, PETIT Thierry 65 F, VAILLANT Louis 100 F, THIVOLET Louis 100 F, BROSSON Roger 70 F, DANIEL Jacques 70 F, BROUILLAT Gilbert 20 F, COSTE Gérard 70 F, Corinne 50 F, Un compagnon portugais 100 F, MARTIN T. 50 F, TREMEL Patrick 70 F, AUBERGER Jean-Claude 15 F, GOSSART Didier 90 F, MUZART Gilles 50 F, DECHAMBRE Philippe 80 F, GARNIER J.-M. 50 F, BNP 1 000 F, BRINGUIER Jean-Luc 70 F, TENNEGUIN Daniel 100 F.

Total des souscriptions : 2 680 F.
Total des virements automatiques mensuels : 4 620 F.
Totaux précédents : 26 602 F.
Totaux depuis le 2/11/81 : 34 082 F.



L'ARTICLE paru dans le numéro 425 du *Monde libertaire*, le 24 décembre dernier, et consacré à l'affaire soulevée par *Le Canard enchaîné* concernant l'hebdomadaire *Jeune Afrique* et les méprisables combines de son directeur, n'a pas eu l'heur de plaire à ce dernier ni à ses fidèles.

Cet article faisant mention d'une circulaire distribuée au personnel du Groupe Jeune Afrique, comme de l'odieuse politique d'embauche et de débauche menée en son sein, le directeur du groupe, Ben Yahmed, et ses laquais ont décidé de se livrer à une chasse aux sorcières, en cherchant par tous les moyens à connaître le nom des personnes étant à l'origine des informations communiquées à notre journal, et contre lesquelles, à ce jour, nul démenti n'a été porté, et pour cause. La tâche étant ardue, on a choisi de faire dans l'odieux, domaine dans lequel, pour peu que l'on parcoure l'hebdomadaire *Jeune Afrique* depuis le début

de l'« affaire », son directeur comme quelques-uns de ses collaborateurs font preuve d'une certaine aisance. Un rédacteur de l'hebdo en question, l'un de ceux à ne pas s'être rangé au côté de Ben Yahmed après les révélations du *Canard*, car ne confondant pas la tâche de journaliste avec celle de brosse à relecture, a donc été accusé d'être l'auteur de l'article paru dans *Le Monde libertaire*, à charge pour lui de fournir les preuves de son innocence. C'est ainsi que ce rédacteur s'est trouvé contraint de nous demander une lettre le dégageant de toute responsabilité dans cette histoire, lettre dont une copie a été adressée au directeur du Groupe Jeune Afrique.

Il semble que cela n'ait pas suffi puisqu'une semaine plus tard Ben Yahmed envoyait l'un de ses publicistes au siège de notre journal, rue Amélot, avec pour mission d'inciter les personnes étant à l'origine de nos informations

Editorial

QUE l'on soit obligé de travailler pour un lointain actionnaire ou pour l'Etat et ses pâles planificateurs engoncés dans leur costume « trois-pièces », il n'y a aucune différence. En ce qui nous concerne, le travail est toujours du temps de notre vie, du temps qui ne reviendra jamais et qui passe sans que l'on puisse quoi que ce soit. Du temps pendant lequel nous sommes en état de servitude et pendant lequel nous ne nous appartenons pas.

Cela explique l'indifférence quasi générale en ce qui concerne les nationalisations. Mais le point central où les réalisations du gouvernement étaient attendues par ses votants se trouvait au niveau de ce qui nous touche réellement, concrètement dans notre vie quotidienne : le temps de travail et les congés.

Après neuf mois de cogitations, une grande victoire ! Une heure de moins par semaine, c'est-à-dire une misère, la généralisation de la cinquième semaine. Vous savez ce que veut dire « se foutre de la gueule du monde » ?

Le propre des socialistes, des sociaux-démocrates et des marxistes, est de nier la capacité politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire sa capacité de transformer la société.

Les mouvements de mécontentement et grognements actuels dans le monde du travail devraient les faire réfléchir ! En effet, une mise en scène comme celle à laquelle nous avons assisté pour une réduction d'une seule heure de travail, il y a de quoi l'avoir mauvaise.

Personne n'est contre une heure de moins par semaine, c'est évident. Mais c'est au niveau de l'application que ça coince ! Les patrons décident eux-mêmes des modalités d'application, et ça nous donne 12 minutes de moins par jour ! De quoi éclater de rire. Jaune, bien sûr !

Ce que nous voulons, c'est qu'à cette réduction de temps de travail, ne corresponde aucune réduction de salaire, et que l'on puisse voir une répartition du travail entre tous. C'est-à-dire de l'embauche. Or, rien de tout ça. Savez-vous ce que veut dire avoir le cul entre deux chaises ? Les patrons qui tirent à droite, les autres à gauche ?

Ce n'est pas à coup de lois et d'ordonnances que l'on pourra changer quoi que ce soit. Il y a des millénaires que nous le répétons ; mais c'est en développant un rapport de forces sur les lieux mêmes de notre exploitation, c'est-à-dire par l'action directe dans nos entreprises, sans laisser à qui que ce soit le soin de décider de ce qui est bon ou mauvais pour nous.

Où l'on reparle de « Jeune Afrique »

Mise au point

à se dévoiler, afin d'innocenter le rédacteur mis en cause qui a « démissionné » de ce journal.

On appréciera ici la bassesse du procédé, tout comme celle des personnages qui acceptent de s'y livrer.

Fidèle au code de conduite en vigueur dans tout organe de presse digne de ce nom, *Le Monde libertaire* ne dévoilera pas les noms de ses informateurs. Il y a, dans cette insistance à vouloir nous faire dire ce que nous ne dirons pas, un côté particulièrement ignoble qui souligne le peu de considération qu'on ces lâches-Mobutu (1) pour leur métier. Au lieu de s'attacher à découvrir certaines personnes dans le but évident de les salir, comme il tente depuis plusieurs semaines de salir Patrice Vautier plutôt que de répondre aux questions soulevées par ce dernier dans *Le Canard enchaîné*, qu'attend donc Ben Yahmed pour répliquer à l'article le concernant paru dans notre hebdomadaire ? Lui si prompt à invoquer l'honneur, sans rougir, au point de

proposer, la constitution d'un jury du même nom, pourquoi n'en formerait-il pas un autre, chargé d'examiner l'aspect social de son entreprise et composé de ces nombreux employés anonymes passés à *Jeune Afrique* et l'ayant quitté, non pour les fauteuils dorés des ministères français ou africains, mais pour pointer au bureau de chômage ?

Thérèse LOPEZ

(1) Le nom de Mobutu a bien sûr été choisi au hasard parmi tous ceux des tyrans africains dont les pays ont fait l'objet de reportages publicitaires parus dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique*.



Deux crocodiles dans le même marigot !

HYMNES, drapeaux, monuments aux morts, célébrations rituelles, défense nationale, Herr Nucléaire..., autant de maux, autant de mots qui déclenchent, dès qu'ils sont évoqués, les réactions les plus diverses.

Les sondages ont sondé les Français ; il paraît que l'idée de patrie est en danger. Les Français, très attachés à la sémantique, comme chacun sait, manifesteront une certaine réticence et non une réticence certaine devant ce mot qui a trop servi..., mot trop souvent chanté, trop mis en avant, trop porté à bout de bras, à bout de fusils, trop chargé de nausée et de sang.

Trop c'est trop ! Les Français veulent la paix. Ils veulent de moins en moins mourir pour la patrie. Comme on les comprend !

Manque de pot, z'ont élu un gouvernement qui s'active de plus en plus à vouloir la défendre. Les promesses électorales qui s'inscrivaient dans un réformisme du plus bas étage qui soit relevaient de la pure stratégie : celle du mensonge. Tant pis pour ceux qui y ont cru, fallait pas y croire. Fallait pas croire que le service serait ramené à six mois, fallait pas croire à l'amnistie des insoumis, fallait pas croire à la création des comités de soldats... Fallait pas rêver ! Les sociaux, c'est des sociaux. Alors, l'institution militaire, faut pas la mécontenter, et son aménagement ne peut aller que dans un sens : celui de son renforcement. Allons, allons ! Un Etat qui tempérerait la canalisation des forces du bétail patriotique..., ça s'est jamais vu !

Alors, les grandes écoles militaires, ça suffit pas, ça suffit plus si elles se vident. La fin justifiant les moyens, tous

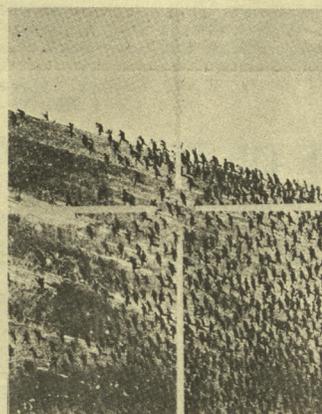
les moyens sont bons pour les remplir. Pensez donc ! Saint-Cyr recrute de moins en moins, et quand messieurs les généraux se mettent à réfléchir (chacun sait qu'ils ne peuvent faire que semblant) sur leurs erreurs, ils en arrivent aux conclusions suivantes : Saint-Cyr s'est jusqu'alors limitée dans son recrutement aux seuls collèges spécialisés : le Prytané militaire de la Flèche, le collège de Saint-Cyr. L'école, les collèges militaires d'Aix-en-Provence, Autun et le Mans. Quant aux universitaires des sections sciences, ce n'est qu'après avoir échoué aux concours d'entrée d'autres grandes écoles qu'ils intègrent Saint-Cyr. On comprend le désenchantement de ces messieurs qui se prennent à rêver d'élèves motivés et d'une ouverture d'esprit plus grande (sic) !

« Il faut sortir de ce carcan ». C'est curieux comme les mêmes mots se teintent de significations différentes. Pour nous, sortir du carcan militaire ne peut signifier rien d'autre que la suppression de l'armée, mais pour eux, sortir, ça veut dire... rentrer. Les ressources du langage sont inouïes.

Comment trouver les futurs moutons en mal de bêler plus fort que les autres, qui doivent de plus en plus nombreux être intégrés dans les grandes bergeries militaires ? La campagne publicitaire est ouverte. Puisque tout se vante et se vend, pourquoi ne pas vendre ce produit-là, made in France : l'armée !

Et le marché, où le trouver ? Eh bien, puisque les collèges spécialisés ne suffisent plus au recrutement du bétail patriotique, on ira chercher d'autres têtes dans les collèges non spécialisés : les CES et les lycées.

Et dans le cadre de la nouvelle politique définie par Herr Nucléaire, on glisse tout logiquement vers la symbiose Education nationale/armée. Mêêê ! Et, main dans la main, inspecteurs pédagogiques, proviseurs de lycées, inspecteur principal de l'enseignement technique et inspecteur d'académie de la région d'Aquitaine s'en sont allés, la conscience sur les talons, visiter l'école de Saint-Cyr. En échange, les officiers viendront dans



les lycées et les collèges présenter les carrières militaires. Le mensonge étant inhérent à la publicité, ils manieront le matraquage intensif, les argumentations roulardes, les présentations alléchantes et trois fois colorées, bien sûr ! Il y aura bien quelques voix rebelles pour s'insurger contre cette mystification. Mais quel écho peuvent-elles espérer maintenant que

les marchands de galons ont échangé leurs recettes pour appâter les imbéciles en mal d'autorité. Et il y en a !

Ce n'est plus suffisant de courber votre volonté sur les bancs de l'école, de vous inculquer à coups de punitions la soumission et l'obéissance, de vous refuser toute initiative, de nier votre individualité, de vous fermer à la vie. Bref, après vous avoir préparé insidieusement à l'idée de patrie et pour ceux qui n'auraient pas compris, ils étudieront les exemples de grammaire aussi « neutres » que ceux qui suivent : « La patrie est notre mère à tous », « La patrie est en danger », « Chaque soldat endosse son uniforme », la tâche sera aisée de vous vanter et de vous faire miroiter les mille et un avantages des carrières militaires ! Et puis en période de crise économique, l'armée, c'est vrai, est une forme de garantie d'emploi. » Argument irrésistible qui fait bêler encore plus fort les moutons de Panurge.

Y aura-t-il quelque cancre séditieux pour demander que lui soit définie la réalité physique de l'armée face à la dissuasion nucléaire ?

Alors, nous qui ne voulons ni de ces écoles qui vous ferment à la vie, ni de celles qui vous ouvrent à la mort, il nous faut lutter contre cette publicité orchestrée en stéréo qui bêle une musique aux accords discordants, pour nous, de l'orgueil national. Et le meilleur moyen d'empêcher le crocodile militaire et celui de l'école de l'Etat de s'ébattre avec ostentation dans le marigot d'une éducation relevant à l'évidence de la mise en condition, c'est encore de lever haut et clair l'étendard de la révolte pour transformer le marigot en un océan déchaîné.

Sylvie

Le service militaire nouveau est arrivé !

Dyez, bonnes gens, le service national sera transformé, pas moins ! Telle est la volonté de sieur Hernu qui doit prochainement présenter devant le Conseil des ministres son projet de loi sur le Service national. Voici, condensé, un aperçu de ces réformes : notre jeunesse y aura accès dès l'âge de 18 ans (au lieu de 19) ; de plus, une formation (sic !) pourra y être assurée, variable en durée, suivant la spécialisation technique du demandeur : c'est le service à la carte.

Lorsque l'on vous aura dit que ces petites choses ont été concoctées en



collaboration avec le ministre du Travail, vous aurez tout compris.

Enfin, les sursis seront allongés pour les étudiants, les conditions de transport améliorées — ce qui ne manquera pas de faire plaisir aux gauchistes — et surtout, surtout, le nombre de femmes sera doublé — ce qui ne manquera pas de faire plaisir à certaines féministes. L'émancipation des hommes et des femmes par l'élaboration d'une « armée démocratique », voilà qui ne manquera jamais de faire plaisir aux imbéciles.

Quant à la réforme du statut d'objet de conscience, elle aussi ne

manque pas de piquant : « Les objecteurs seront mis au service de la protection civile, des associations et de l'ensemble des services publics », (dixit *Le Matin de Paris*). Voici donc une main-d'œuvre bon marché en ces périodes difficiles !

La durée du service civil, quant à elle, semble être maintenue !

A propos des TPFA : nulle question de les supprimer apparemment, car le projet prévoit que « les appelés, au-delà de certaines peines, pourront désormais faire appel à un avocat ».

Un service « à la carte » donc va être certainement institué. Le vi-

sage du socialisme apparaît donc de plus en plus au fil des réformes : une militarisation toujours plus accrue de toutes les sphères de la société ; conciliation de la nation, de l'armée et de l'éducation ; apparition d'un consensus national (à l'instar de la situation politique espagnole) ; concentration de tous les pouvoirs, des structures coercitives aux mains de l'Etat ; apparition d'un capitalisme d'Etat. Ce socialisme-là sera-t-il différent de celui des pays de l'Est ?

Christian



à rebrousse-poil

Le triganisme, nouvelle forme de résistance

Le camping, c'est Triganisme, nous serine la pub. Le camping, en Pologne, est subversif. L'agence UPI de Vienne communie que « pour lutter contre toute tentative de créer un mouvement de résistance, les autorités polonaises ont interdit la vente du matériel de camping : sacs à dos, tentes, sacs de couchage, etc. »

Merci, M. Trigan. Campeurs de tous les pays, unissez-vous !

Toujours la culture

Après la RATP, la SNCF. Le député communiste du Nord, M. Jean Jarosz, a demandé au ministre communiste des Transports, Charles Fiterman, une réduction de 75% sur les tarifs SNCF pour les voyageurs se rendant à un spectacle, et ce sur simple présentation d'un billet d'entrée au dit spectacle.

Mais rassurez-vous, on est communiste ou on ne l'est pas ! Si c'est pour voir Renaud à l'Olympia ou Gérard Pierron chanter Gaston Couté à l'Espace-Galté, ou pour voir France Gall au Palais des Sports ou un spectacle en province (Lille ? camarade Jarosz), eh bien ça ne marchera pas !

Non, ce ne serait que pour l'illustre Opéra (de Paris, bien sûr),

le Louvre ou un concert de l'Orchestre de Paris ! (J.O. du 28/12/81).

Y faudrait pas confondre Kultur et culture, kamarades.

Réalisme

Toute la presse bien pensante s'est félicitée du réalisme des syndicats (exemple *Le Monde* du 22 janvier), de la sagesse des travailleurs de BSN qui ont accepté les réductions d'horaires et la cinquième équipe avec une diminution de salaire.

De même tous les gens responsables, Delors, Mauroy, Maire, etc., s'accordent pour proclamer qu'on ne peut pas tout vouloir, que pour les rémunérations, il faut y aller molo, etc.

Bien, à part ça, nous apprenons que le gouvernement, se préoccupant des émoluments des futurs PDG des sociétés nationales, a estimé qu'ils ne pouvaient pas être, décemment, inférieurs à 450 000 francs par an. Soit douze fois et demie le SMIC. Ce même SMIC que nous ne pouvons augmenter qu'avec d'innombrables précautions si nous voulons éviter un cataclysme économique...

Le changement ? Vous avez dit changement ?...

RATP... de nonnes

Ce n'est pas roulant d'être bibliothécaire à la RATP. Ainsi, l'un d'entre eux vient de demander aux prud'hommes d'annuler

un blâme que lui a infligé son patron, en l'occurrence le comité d'entreprise à majorité CGT.

Le malheureux qui achète six mille bouquins par an est accusé d'avoir commandé quatre volumes de bandes dessinées jugées « pornographiques ».

Le Monde, qui relate l'affaire, indique qu'il s'agit pourtant de « classiques du dessin dénudé, aux audaces aujourd'hui bien innocentes » lues par des « adultes aux mœurs tout à fait respectables et même par des enfants sages. » Mais, pour la CGT, ces nudités cachent de bien vilaines choses. En effet, dans un tract elle déclare que le coupable a cherché « à nuire à la culture, au comité d'entreprise, à la CGT et plus généralement à la démocratie ». Rien que ça ! Il comptait par la bande, ce bibliothécaire !... La main de la réaction dans la braguette de Krzuzicki !

Ainsi, Tartuffe, de nos jours, ne porte pas toujours la soutane. Il lui arrive de coiffer la casquette des révérends pères du peuple.

Le bibliothécaire devra désormais se le tenir pour dit : pas de zizi dans le métro ! Pour l'éducation des enfants et l'amusement des parents, il pourra toujours acheter les dernières publications du théâtre Séguygnol !

S.B.

CADRES : NÉCESSAIRES OU SUPERFLUS

LES cadres ont lancé dernièrement un cocorico qu'ils ont voulu retenir. Ne serait-ce que par leur affiche représentant un coq se dressant sur ses ergots, ils ont voulu donner l'image d'une solution possible pour le « redressement » de la France. Cette affiche appelait à un meeting de la CGC, le jeudi 27 janvier à Paris, à la Porte de Pantin.

Si la Confédération générale des Cadres s'est toujours voulue neutre sur le plan politique, il faut dire que d'habiles troubles essayent d'en faire une machine de guerre anti-gouvernementale. « Le Pors à Moscou ! », « Mauroy, démission ! » donnaient le ton. C'est qu'ils se sentent touchés dans leurs finances : l'impôt-chômage, les nouvelles charges sociales, tout cela ne leur plaît guère. Sous Giscard, ce n'était pas terrible, mais au niveau du pouvoir d'achat le changement se fait attendre.

Simple revendications de « travailleurs à cols blancs » ou démarquage du CNPF ?

Autrement dit, les cadres sont-ils des travailleurs comme les autres ou des alliés objectifs du patronat ?

Leur fonction dans les entreprises met à jour leur véritable visage. Soit ils sont techniques, soit ils ont le pouvoir d'embaucher... ou de licencier. C'est la ligne de démarcation, car rejeter en bloc tous les cadres ne résoud pas le problème. « Quand j'ai besoin de bottes, je vais chez un cordonnier », a écrit Bakounine, c'est-à-dire que quelqu'un qui a un savoir technique est utile, mais s'il utilise cette connaissance pour asservir, la fonction change.

C'est là tout le problème des cadres coincés entre l'application stricte des connaissances qu'ils ont et le rôle répressif que le patronat voudrait leur faire jouer dans les entreprises.

Les syndicats ouvriers ont toujours essayé de mordre sur les effectifs de ceux qui savent « faire le pas de côté » pour ne pas briser une grève... Les cadres

de la CGT (UGICT), comme des autres confédérations, ont-ils vraiment les mêmes intérêts que les autres travailleurs ? Question salaires, c'est loin d'être clair. Demandez-leur donc quelle est leur appréciation sur la hiérarchie des salaires !

On peut se demander quel est l'intérêt pour un syndicalisme offensif et anti-hiérarchique d'avoir dans ses rangs de tels individus. Il est vrai que le syndicalisme actuel entretient la différence des salaires, ne remet pas en cause le pouvoir des cadres.

Ils étaient, paraît-il, cinq mille à Pantin. Intéressante pour la nouvelle opposition cette grogne de la CGC, ça ferait des troupes contre Mauroy ! Mais l'Elysée a prévu le coup et prépare en grande hâte une « table ronde » avec les cadres.

C'est ça le socialisme ? Nous, on croyait que c'était, entre autres, l'égalité des salaires...

Fernand BERNARD



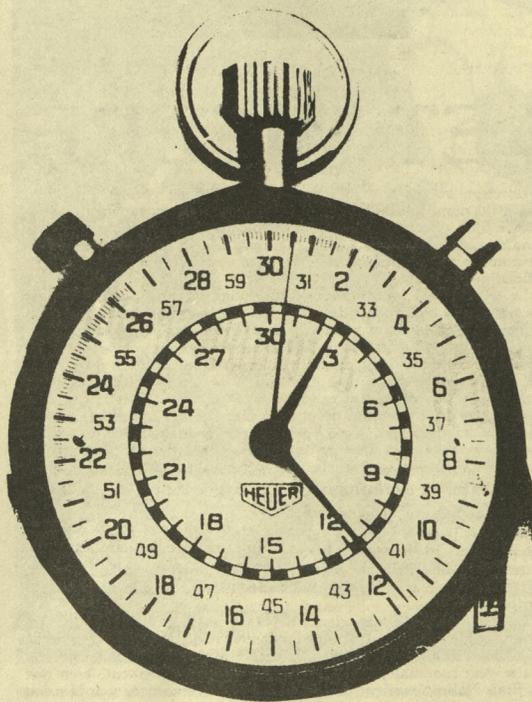
A quand l'abolition du travail ?

LA CGT, au début du siècle, réclamait les 40 heures : 8 heures de travail, huit heures de « loisirs », huit heures de repos par jour. Ça a été légalisé (sic) en 36 par le gouvernement des « forces populaires » qui, à ce moment-là, tenait les rênes de l'appareil d'Etat. Mais il est à parier qu'il n'aurait rien fait si les grèves avec occupations ne l'avaient poussé au cul.

Quarante-six ans après, un gouvernement socialiste nous propose 39 heures, récompense de l'élan populaire pour chasser Giscard, puis pour placer l'éléphant rose sur le trône... A ce train-là, on voit où nous conduit la voie parlementaire vers le socialisme. En 46 ans, une heure de mieux... quelle conquête de la classe ouvrière, on n'en revient pas ! Faut dire qu'avant les élections, et comme d'habitude, on prometait la lune, c'est-à-dire (selon le dictionnaire socialiste) que les 35 heures hebdomadaires étaient promises aux masses éblouies par l'éclat de l'aurore socialiste.

Après la venue de François Mitterrand au volant du char de l'Etat, il a fallu être réaliste. Hé oui ! Trente-cinq heures, c'était bien, mais il fallait attendre quelque temps...

Bref, vers la fin de l'année dernière, le menu était « globalement » annoncé : 39 heures en février 82 et par paliers, 35 heures courant 83. Super !, disaient les ramollis de l'après-68, il a fallu attendre longtemps un gouvernement de gauche au pouvoir, alors c'est normal qu'on attende pour les réformes progressistes ! Ça vous a des relents de masochisme chrétien, ce progressisme-là ! Faut être vachement prudent, pas trop revendiquer et pas choquer les bons gens, nous disent les nouveaux curés de la majorité. Alors, on



n'est pas chien, on se penche avec une assiduité toute scolaire sur les ordonnances...

Il a déjà été dit que cela coupait l'herbe sous le pied aux syndicats. N'insistons pas... Les quelques grèves soutenues par la CGT et la CFDT montrent que les ordonnances du gouvernement socialiste ne rencontrent pas l'assentiment de ceux qui devraient, selon son schéma, être ses alliés. Mais voyons ce texte, première pierre aux 35 heures de la semaine socialiste...

Dès le premier article (il y en a 31), l'essentiel est dit : « La durée hebdomadaire passe à 39 heures au 1^{er} février. » Faut pas chercher plus loin, le reste c'est des rubans pour envelopper le « cadeau ». Pourtant, on aimerait savoir des choses qui semblent à certains basement terre à terre : à quel tarif, les 39 heures ? Au même que les 40 heures ou à un nouveau tarif (salaire précédent divisé par 39),

sans oublier les heures supplémentaires. Ça reste dans le flou artistique, y'a qu'à voir ce qu'en pense les « camarades » douaniers ! Ce qui fait que dans les boîtes où la résistance ouvrière est moindre, l'individualisme est de mise, et le patronat fait ce qu'il veut. Et en avant pour les horaires à la carte ! (Article 4, horaires individualisés...)

Bref, au niveau des syndicats, c'est l'incertitude, l'offensive quand le rapport de force le permet, mais pas la clarté des positions. Tant de bruit pour un progrès de une heure par rapport à 36 ! Heureusement que Dieu est mort, sinon Pelloutier, Pouget et d'autres co-fondateurs de la CGT se retourneraient dans leur tombe.

Nous, anarchistes d'aujourd'hui, regrettons que les syndicats s'allongent face au diktat gouvernemental et luttons avec tous les travailleurs pour qu'il en soit autrement.

J.-P. GERMAIN

Carte Orange ou carte rose ?

UNE nouvelle divergence se fait jour entre socialistes et communistes au sein du gouvernement. Charles Fiterman avait annoncé qu'à partir du 1^{er} octobre 82, les patrons paieraient 50% de la carte orange de leurs salariés. Le ministre communiste espérait que dans un futur indéterminé, les patrons iraient jusqu'à prendre en charge 80% des dépenses des transports de leurs employés ; mesure qui, sous des dehors intéressants, ne représente qu'une tentative démagogique de plus. Les communistes ressortent la carte orange gratuite de leur tiroir d'autant plus facilement qu'ils sont en situation minoritaire au gouvernement. En tout cas, on peut imaginer sans peine le coup de fil indigné du CNPF à Mauroy. Et immédiatement, le socialiste Mauroy, toujours le cul entre deux chaises, désavoue publiquement Fiterman : « N'allons pas trop vite, camarade. Les charges des entreprises sont déjà assez lourdes, etc. etc. »

Mauroy, c'est un peu le scout du patronat : « Toujours prêt »... à obéir. Et voilà la carte orange payée par l'employeur renvoyée aux calendes grecques.

Décidemment, si nous n'imposons pas nous-mêmes les transports libres et gratuits pour tous (un véritable service public), nous pouvons toujours attendre jusqu'à la fin des temps.

Marc (Groupe Sevrin-Bondy)



« **D**EBOUT, debout, compagnons de misère... L'heure est venue ; il faut nous révolter... ». Non, assurément, cette plainte anarchiste n'est pas entonnée par la majorité, et encore moins par l'opposition. Et pourtant, à écouter ici ou là les médias, celle-ci conteste, s'oppose aux réformes entreprises par le gouvernement... « des gauches ».

Oh, bien sûr, une opposition qui se veut gentille, disons feutrée contre le pouvoir. Elle joue le jeu, dit-elle, c'est-à-dire en fait une neutralité qui a tout l'air de ressembler à des peaux de bananes savamment glissées ici ou là. Le patronat pratique, à sa manière, une forme de désobéissance passive. Comme quoi, une fois de plus, il faut se méfier des moyens et ne regarder

que les mobiles qui justifient ces moyens.

Pour reprendre une phraseologie chère à la gauche, il s'agit de faire payer les riches ! En clair, cela veut dire essentiellement faire payer les entreprises qui, à travers la valeur ajoutée qu'elles apportent, accaparent à leur profit une partie de la richesse produite.

Loin de nous de rejeter cet axiome. Dans l'absolu, il s'avère

exact. Proudhon, avant Marx lui-même, ne s'y était pas trompé. Mais Proudhon ou Marx, c'est une chose, la réalité politique une autre... Nous ne reprocherons pas aux socialistes de méconnaître leurs classiques. Mais le problème, leur problème n'est pas là. Il s'agit de gérer une économie et en la gérant d'adapter les principes à celle-ci. C'est ce qui s'appelle du réalisme et c'est ce qui, depuis

Proudhon et Marx, conduit le mouvement ouvrier socialiste vers des impasses inévitables.

L'« union » de la gauche gère ce système, considérant sans doute qu'actuellement il n'est guère possible de faire autrement... Et pourtant ! Suite au message de Reagan sur l'état de l'Union, Jacques Delors a qualifié ce programme américain de schizophrénique. Pourtant, la politique de notre pays (rigueur monétaire et déficit public) ressemble curieusement à celle des Etats-Unis. Alors, il faut bien dire qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et que la politique économique française reste dans une logique que nous ne qualifierions pas de libérale, bien sûr, mais de bourgeoise, fût-elle de gauche.

Faire payer les entreprises, pourquoi pas ? Mais le drame de toutes les politiques économiques, donc de toutes les politiques d'Etat sont, par nature, uniformes et centralisatrices. Nous voulons dire par là que toute politique d'Etat ne tient pas compte et ne peut pas tenir compte de la diversité des situations.

Toutes les entreprises ne sont pas forcément des sociétés florissantes, toutes les entreprises ne dégagent pas nécessairement un cash-flow important. Tous les secteurs d'activités et même toutes les entreprises au sein d'un même secteur ne sont pas au même niveau. Ceci veut dire qu'il est difficile de réglementer et de légiférer alors que les situations sont très diverses.

Si l'on raisonne selon les normes du système actuel, il apparaît vite que des blocages surgissent et rendent difficile l'application d'une politique sociale nouvelle. Si l'on cherche à s'échapper de ces normes, les limites de ce système apparaissent et il ne reste plus que la solution d'un coup de balai.

Tout le problème est là. Peut-on et veut-on effectuer ce bon coup de nettoyage, seul moyen pour repartir sur des bases neuves ? La gauche, c'est évident, ne le veut pas et en ce sens, pour elle, l'expérience politique qu'elle engendre aboutira à une impasse.

Il est difficile d'apporter des exemples précis d'incapacité de celle-ci à réformer sérieusement le système social tant ils sont nombreux. La meilleure preuve de cette incapacité, d'aucuns diront d'habileté, reste ce décret sur la réduction du temps de travail. Un jésuite n'aurait pas mieux fait. Mettre dos-à-dos patronat et syndicats : à eux, en apparence du moins, de régler le problème !

Belle manifestation d'une politique astucieuse, faite en trompe-l'œil ! Belle manière d'esquiver un problème épineux ! Mais cette politique pour attrape-nigaud ne durera que le temps dont disposera l'Etat socialiste pour faire face à tous ses engagements. Ses engagements ? Oui, ceux que nécessitent une situation de crise, c'est-à-dire de soutien à l'économie de classe et au maintien des injustices sociales.

Nous revenons toujours au même point ! Il faut, pour changer, briser l'économie, casser les structures qui perpétuent cette situation. En cela l'anarchisme reste la seule solution, le dernier recours du changement.

Roland Pierre

DES IMPASSES INÉVITABLES



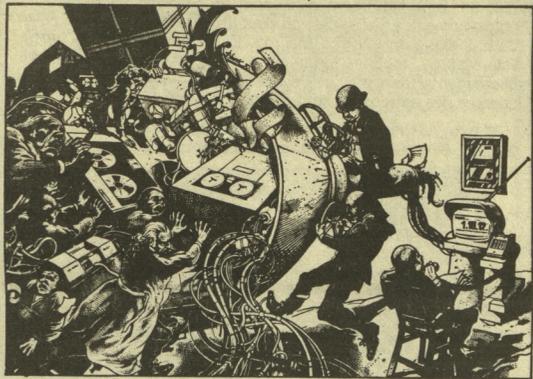
GASPILLAGE ET MISÈRE

NOUS vivons dans un monde fini et totalement interdépendant, mais les hommes politiques nous proposent des solutions sans limites : croissance infinie, surarmement infini, surpopulation infinie. Notre monde peut-il donc résister à ces olympiades perpétuelles d'affrontements militaires et économiques ? Sûrement pas.

Cette situation se constate tous les jours depuis que les sciences et les techniques permettent une production de richesses considérables auxquelles l'économie est incapable de s'adapter :

- destruction des richesses : guerres mondiales de plus en plus destructrices en attendant la troisième qui fera disparaître notre espèce, guerres locales de plus en plus nombreuses, destruction de richesses de plus en plus importante : vins d'Italie, café du Brésil, artichauts de Bretagne, fruits du Midi ;

- création de misère : chômage (20 millions de chômeurs dans les pays riches et des centaines de millions dans les pays pauvres), misère absolue (40 millions d'hommes aux Etats-Unis, 4 millions en France,



a peu près le même chiffre au Japon et 800 millions dans les pays pauvres).

Voilà donc le problème posé. Comment le résoudre ? Prenons un seul exemple : celui du chômage en France. Comment régler ce problème en France seulement si l'on sait que 25 à 30% de la richesse française provient du commerce international. Alors comment concurrencer les richesses produites dans des pays où les règles sociales ne sont pas appliquées ? Le chômage ne pourra se régler en France que si les règles sociales s'appliquent à tous les travailleurs du monde de façon identique. Ou bien le chômage se règlera comme Hitler l'a fait en Allemagne : 7 millions de chômeurs, 7 millions de soldats, 7 millions de morts, après la guerre.

Si la technique a fait évoluer dans un sens favorable les conditions d'existence d'un nombre considérable d'hommes, mais, exploitée de façon sauvage, elle n'a pas fait diminuer le nombre absolu de malheureux, bien au contraire : il y a deux siècles, avant l'explosion scientifique, on comptait 700 millions d'habitants sur la planète, mais aujourd'hui, avec 4 milliards 400 millions d'individus, c'est beaucoup plus de 700 millions d'entre eux qui souffrent de la faim puisque l'on mentionne que ceux-ci sont 2 milliards.

En effet, au fur et à mesure que la technique permet l'augmentation du nombre des habitants de la planète, et la satisfaction matérielle d'un pourcentage de plus en plus important de ceux-ci, elle conduit inexorablement à une augmentation beaucoup plus rapide du nombre absolu des victimes de cette société industrielle sans planification mondiale.

La technique a fait diminuer la mortalité infantile, mais l'homme n'a pas encore été capable de fournir les moyens de faire vivre décemment les êtres qu'elle a ainsi sauvés. La technique a pu augmenter la longévité de l'homme sans qu'il sache trouver en compensation le goût de l'existence. La technique a permis l'amélioration du confort de quelques-uns, mais l'homme dégrade de façon souvent irréversible le milieu dans lequel s'est développée la vie. La technique crée des moyens de locomotion de plus en plus rapides, réduisant à presque rien les distances, mais l'homme est incapable d'empêcher les hommes de créer des moyens de plus en plus efficaces pour contre-carrier ces mêmes déplacements par d'innombrables frontières quelquefois infranchissables.

L'homme crée de puissants moyens de self-destruction dans le but illusoire d'assurer sa self-protection.

Par les moyens d'information instantanée qu'elle a mis à la disposition de tous, la technique permet aux plus déshérités de prendre conscience de leur situation misérable. Elle rend ainsi explosive une situation sociale trop mal équilibrée et à laquelle elle ne peut apporter de solution.

Le rôle de l'homme de science devrait cependant être de permettre la satisfaction de tous les besoins fondamentaux de chaque homme de la planète, sinon il aura failli à sa tâche. Mais pour cela, la science, qui se veut mondiale, se doit d'être neutre politiquement, bien que les Etats-Nations essaient de conserver leurs découvertes sous le sceau du secret militaire alias secret d'Etat. Pourtant, ces secrets percent les frontières et en temps de paix la technique s'organise de plus en plus au plan mondial : normalisations, langages d'information, rapprochement des juridictions nationales, lois applicables sur toute la planète pour l'aviation, la météo, la navigation, le régime postal... Même l'exploitation des brevets se fait de plus en plus mondialement.

Devant toutes ces tentatives d'extension mondiale, l'homme ne doit se donner qu'un seul but : celui de faire reculer la frontière de la misère, non seulement entre les Etats-Nations, mais aussi à l'intérieur de chaque Etat-Nation, développé ou en voie de développement. L'homme se doit de lutter contre le retard de l'organisation sociale de l'humanité. Tant qu'un seul habitant de la planète sera oublié dans la répartition de la richesse créée, on pourra dire que les techniques ne sont pas utilisées comme on est en droit de le souhaiter. Mais le rôle bienfaiteur de la science ne pourra se réaliser que si elle permet l'éclatement des frontières, afin de provoquer :

- un plan mondial pour éviter l'utilisation de la science dans la création d'armes inutiles ;
- un plan mondial pour assurer la création et la répartition de la richesse ;
- un plan mondial pour le planning familial ;
- un plan mondial de lutte contre les maladies ;
- enfin, ces plans mondiaux devraient assurer l'harmonisation de l'homme avec son milieu.

Devant ce gaspillage-misère de notre monde moderne, ne faudrait-il pas étudier au niveau mondial, et à ce seul niveau, une nouvelle forme d'économie qui libérerait l'homme de la misère grâce à ces usines-robots secrétées par la recherche et la technique mondiales en permettant à tous les habitants de la planète d'avoir enfin un revenu social qui donnerait à chacun la possibilité de s'épanouir selon ses desirs ?

Guy MARCHAND

LE FÉDÉRALISME ANARCHISTE

L'ANARCHISME repose avant tout sur l'idée-force de liberté. Comprenez en cela que le but de l'anarchisme est que tout être humain (1) dispose d'un maximum de liberté compatible avec la vie en société. En même temps l'analyse anarchiste démontre qu'aucune société n'existe et ne peut exister sans qu'en son sein s'opposent des pôles d'autorité et des pôles de liberté, et qu'aucune synthèse n'est possible entre ces termes contradictoires (2). Par conséquent, aucune société n'est parfaite et ne peut être parfaite. Dans tout régime basé sur l'autorité et l'indivision du pouvoir (3), il existe au moins des îlots de liberté, ne serait-ce que ceux que le pouvoir n'a pas la possibilité de contrôler. De même, dans toute société basée sur la liberté (4), il existe ou existera au moins des îlots d'autorité.

Ainsi, la société libertaire, avec son organisation particulière, n'est jamais comprise, par les anarchistes, comme quelque chose de parfait et de définitif, mais uniquement en tant que stade de l'évolution de la société, stade qu'il faudra, lorsqu'il sera en place, analyser, critiquer, améliorer et dépasser pour progresser vers une organisation de la société encore plus proche de la liberté. L'anarchisme n'est pas une utopie. Nous ne prétendons en aucune façon avoir imaginé un pays dans lequel tout le monde serait parfaitement sage, parfaitement puissant et heureux et doté d'institutions idéales. Bien au contraire, nous nous méfions de ce genre de propositions, car cela sous-entend qu'aucune contradiction, qu'aucun conflit n'existe dans la société, qu'il y a identité de points de vue, d'aspirations et d'intérêts entre toutes les composantes sociales, thèmes chers aux dictateurs de tous poils.

L'histoire n'étant pas une science et n'étant pas (pré-)déterminée (5), l'idée-force de liberté doit nous permettre de ne jamais tomber dans le piège de propositions dictatoriales (ne serait-ce que pour un temps restreint), notre analyse sociologique de ne jamais tomber dans l'utopie.

C'est bien l'analyse de ce qu'est une société qui conduit l'anarchisme à faire des propositions de nouvelle organisation.

L'anarchisme n'est pas une idéologie préfabriquée, un moule dans lequel la société devrait prendre forme. Ce n'est pas un hasard si la proposition fédéraliste libertaire, énoncée pour la première fois par P.-J. Proudhon, n'intervient qu'à la fin de sa vie, après qu'il ait analysé la société dans laquelle il vivait (le capitalisme) et les sociétés précédentes, les rapports dialectiques autour desquels s'organisent et progressent les groupements humains, et après avoir posé les idées-force d'Égalité, de Liberté et de Justice. Ce n'est pas parce que Proudhon était pour le fédéralisme (6) qu'il a fait ses

analyses socio-économiques telles qu'elles sont, mais bien elles qui l'ont conduit logiquement à la proposition fédéraliste.

Nous n'avons pas la place, dans un article de journal, pour développer longuement ce qu'est la proposition fédéraliste libertaire. Nous en poserons donc quelques jalons.

Tout d'abord, il faut répéter qu'une société est composée d'une multitude d'individus et de groupes constituant en son sein une pluralité extraordinaire d'in-

niveau de la société. Le premier devoir de la fédération est de savoir par qui elle est composée, de dénombrer ses individus (ce qui est relativement aisé), mais aussi les collectivités qui en font partie. Pour cela, toute collectivité qui se déclare existante doit être reconnue. Cette collectivité doit elle-même définir ses caractéristiques propres (son rôle économique, scientifique, culturel... sa délimitation géographique, son mode et ses règles de fonctionnement, sa gestion, son administration, etc.)

ce qui est de leur ressort et de déléguer à un niveau plus large ce qu'elles ne sont pas à même de régler seules. Ainsi, comme le précisait Bakounine, l'organisation de la société se fait de bas en haut, le pouvoir quant à lui est supprimé, chaque niveau de la société ayant autorité sur les thèmes de sa compétence, mais uniquement sur ceux-ci.

Nous l'avons dit, ce n'est pas à nous, sur du papier, de définir l'organisation à venir dans

— Comment une collectivité déterminera-t-elle son existence ? Pétition, référendum... ? Des collectivités n'existant pas réellement pourront se déclarer, et d'autres ne pas avoir conscience de leur existence réelle. A cela, disons tout de suite qu'il vaut mieux que des erreurs de ce type se produisent plutôt que de voir une force dictatoriale définir qui existe et qui n'existe pas.

— Certaines collectivités revendiqueront probablement un même objet, certaines décisions pourront être prises sans consultation de toutes les entités concernées...

D'autres problèmes encore se poseront et il ne sera pas toujours facile de trouver des moyens pour réduire les incompatibilités totales tout en conservant les multiples intérêts. Mais on peut affirmer, à l'analyse, que tous ces problèmes se posent d'ores et déjà à nos sociétés, car ces problèmes sont inhérents à toute vie humaine. A la question : qui prend les décisions ?, on répond aujourd'hui : l'Etat. Législateur, arbitre et censeur, il s'arroge tous les pouvoirs. Mais cela ne supprime en aucune façon les différences, les pluralités d'aspirations. Cela n'entraîne qu'une seule chose : le recours nécessaire à la violence pour faire progresser une situation. Au totalitarisme interne, il est juste que réponde la révolte. Il est logique qu'une vision atomistique du monde entraîne la guerre.

Groupe Fresnes-Antony



térêts, d'aspirations, de rôles... et ayant des rapports complexes entre eux. Certaines collectivités en englobent d'autres, certaines travaillent naturellement ensemble, certaines ont une tendance naturelle à se repousser, certaines s'interpénètrent...

Le principe de l'étatisme est d'attribuer à un niveau bien particulier (le niveau national) tout le pouvoir : un pouvoir de haut en bas, à l'intérieur des frontières, qui empêche toute pluralité réelle, tente de tout unifier et qui est, de fait, un totalitarisme, même s'il se targue d'agir de façon démocratique.

Lorsque se réunit le Parlement européen ou l'ONU, ce ne sont pas les intérêts de l'Europe ou du Monde en tant qu'entités réelles que l'on essaye de dégager, il n'y a là qu'une simple confrontation entre les aspirations des différents Etats. Rien de plus.

Le fédéralisme libertaire, lui, n'attribue de pouvoir à aucun

des moindres détails. Ce travail sera à effectuer par tous ceux qui bâtiront concrètement cette fédération. Nous ne pouvons et ne devons, quant à nous, qu'en dégager « les lignes générales, les axiomes (7). »

La notion d'autonomie implique même des relations avec les autres : des pactes, des contrats.

Mais elle implique que le même temps que ces pactes, ces contrats, doivent être conclus d'égaux à égaux, y compris s'ils sont passés entre des entités de niveaux différents, ceci impliquant, entre autres, la non-hiérarchisation des tâches et l'abolition des classes sociales. Elle implique aussi que lorsque des décisions doivent être prises au niveau général (celui d'une province par rapport aux villes, par exemple), non seulement les collectivités plus restreintes doivent être consultées, mais elles doivent participer à l'élaboration du projet. Elle implique enfin (surtout ?) que c'est aux collectivités restreintes de défi-

ner des collectivités agiront dans un sens contraire à d'autres. Le fédéralisme libertaire reconnaissant la nécessité des contradictions en son sein, il faudra trouver une façon d'agir pour chacun qui lui permette de se développer comme il l'entend, sans conditionner le développement des autres.

Reprécisons encore que le fédéralisme libertaire n'est pas une société parfaite et, d'ores et déjà, nous pouvons distinguer un certain nombre de problèmes auxquels les différentes composantes de la société devront trouver des réponses. Les possibilités étant multiples, nous n'avons pas à nous prononcer a priori :

(1) Par ce terme, nous entendons autant les individus que les collectivités humaines. Sur les rapports individus-collectivités-société, on pourra bien évidemment lire Proudhon (entre autres les mémoires sur la propriété), mais aussi J. Bancal : L'Economie des sociologues ».

(2) Voir Le Principe fédératif... de Proudhon. Sur les buts de l'anarchisme, on peut se reporter à son idée générale de la révolution...

(3) Dans Le Principe fédératif, Proudhon distingue en tant que régime d'autorité « le gouvernement de tous par un seul; - monarchie ou patriarcat », et « le gouvernement de tous par chacun; - démocratie » et « gouvernement de chacun par chacun; - anarchie ».

(5) Entendez par cela que l'évolution de la société peut tout autant aller en s'améliorant qu'en se dégradant, qu'aucune forme sociale n'est « inévitable », voir G. Gurutch, Dialectique et sociologie.

(6) On sait même qu'il a été longtemps réticent à ce terme qui lui rappelait par trop certains accents royalistes. N'oublions pas qu'il est né en 1809 et que son enfance fut donc bercée par le jacobinisme napoléonien proclamé révolutionnaire.

(7) Sur les principes « juridiques » fondamentaux du fédéralisme libertaire, on pourra lire la première partie du livre de G. Héraud : La Fédération européenne.

AUTOUR D'UNE HÉRÉSIE

EN condamnant sans ambiguïté le « coup d'Etat militaire en Pologne » comme étant « une mesure incompatible avec les idéaux démocratiques et socialistes », le PCI est allé au-delà de toutes les critiques, ouvertes ou voilées, que jusque là un parti frère avait osé émettre sur le fonctionnement des pays au « socialisme réel. »

De même qu'au lendemain du coup d'Etat au Chili, les communistes italiens avaient accouché du « compromis historique », avec les événements de Pologne, le PCI se fait encore théoricien et déclare ouverte une troisième phase dans l'histoire du socialisme mondial à laquelle doit correspondre une troisième voie, ni social-démocrate ni totalitaire, pour le passage au socialisme. La tentation est forte : opposer une sorte de modèle concurrentiel à celui, « orthodoxe », des Soviétiques, plus viable et non en contradiction avec la société civile.

La direction du PCI, en prenant l'initiative de mettre pour la première fois ouvertement en cause le « caractère totalitaire » des démocraties populaires et en déclarant que le modèle soviétique de passage au socialisme, issu de la révolution d'octobre, avait « épuisé sa force motrice » au même titre que la social-démocratie en 1914, a rompu indéniablement avec les discours idéologiques traditionnels des PC occidentaux s'efforçant de voir un « bilan globalement positif » dans les réalisations socialistes des pays de l'Est. L'importance de la chose n'a pas échappé aux dirigeants soviétiques qui se sont empressés d'accuser le PCI d'abandon des théories marxistes-léninistes, de révisionnisme, d'aide directe apportée à l'impérialisme, de blasphème pour avoir osé mettre en doute la volonté de paix de l'URSS, etc. Les jeux semblent faits ; les communistes italiens, en refusant de reconnaître la validité de la mise au point soviétique, viennent de s'engager, sans peut-être l'avoir directement voulu, dans la voie malai-

sée de la dissidence, au bout de laquelle les attendent le schisme et l'excommunication.

Certes, ces prises de position s'inscrivent dans un contexte d'évolution prévisible, compte tenu des réticences affichées depuis longtemps par les communistes italiens vis-à-vis de la politique menée par les Soviétiques. Elles marquent un pas de plus dans la volonté du PCI de poursuivre une action, autant sur le plan interne que dans ses relations internationales, indépendante des options de l'URSS. Déjà l'euro-communisme, contrairement à ce qu'on a feint de croire, n'était point l'affirmation d'un programme politique homogène, mais une sorte d'alliance défensive dont se dotaient les partis communistes occidentaux pour poursuivre leur voie nationale au socialisme, tout en échappant aux foudres de Moscou. Mais ce n'est pas tout. Les prises de position du PCI s'inscrivent dans un contexte de crise de la stratégie des partis communistes occidentaux usée jusqu'à la corde. Acceptant de jouer le jeu de la

démocratie, seule une alternative est possible : soit l'opposition au sein du système, soit la participation active et la transformation des données existantes en sa faveur. Ces dernières années, on a assisté à l'échec de l'une et de l'autre stratégie.

En France, le PCF a été contraint de quitter l'opposition et d'aller au gouvernement pour éviter de voir son influence électorale encore plus entamée. En Italie, l'échec du compromis historique a montré comment il ne suffisait pas de se présenter comme une force de gestion plus efficace du capitalisme pour que ces mêmes capitalistes consentent à partager leur pouvoir.

Les PC occidentaux sont placés devant l'alternative suivante : soit trouver une stratégie de rechange, soit se faire assimiler par les autres forces social-démocrates. Il n'est donc pas surprenant qu'en allant de l'avant il soit le seul Parti communiste qui puisse encore espérer jouer un rôle déterminant dans la vie politique de son pays ; mais de ce fait, il est aussi le plus exposé. Le PCI, usé par son rôle de challenger du pouvoir bourgeois, a été contraint d'abandonner son compromis avec les catholiques, sans solution de rechange véritable et originale, dans un pays où les poussées libertaires de ces dernières années se sont soldées par un renforcement de l'Etat en tant que tel sur toutes les autres forces sociales et économiques.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la « troisième voie » est actuellement la seule voie qui reste praticable pour le PC italien s'il

ne veut pas risquer un effondrement comparable à celui du PCF, et sa marginalisation définitive dans la vie politique. Le pari est ambitieux, certes, mais l'enjeu est de taille. Mais ce qu'il faut voir dans cette nouvelle hérésie qui se dessine dans le monde communiste, c'est que la remise en cause du modèle soviétique faite par le PCI n'apporte rien à la cause des travailleurs, ni en Pologne, ni ailleurs, au contraire. Si les régimes des pays de l'Est sont critiqués, c'est parce qu'ils se montrent impraticables à la longue parce que fragiles, incapables, de par leur lourdeur bureaucratique, de prendre en compte les aspirations de la base et de la rendre « solidaire et responsable » de la politique du gouvernement. Ce ne sont point les régimes bureaucratiques en tant que tels qui sont condamnés (l'existence de la hiérarchie, des privilèges, du salariat), mais « l'absence des insti-

tutions représentatives et de canaux de communication à travers lesquels auraient pu librement se former et s'exprimer une opinion critique » (résolution du congrès du PCI sur la Pologne, le 30/12/81), et cela par le biais des représentants légitimes et reconnus de la classe ouvrière : parti, Eglise, syndicat.

Face à la décomposition du pouvoir bureaucratique dans les pays de l'Est, le PCI se fait l'interprète au sein même des forces communistes et stalinienne des dernières chances pour sauver le capitalisme d'Etat là-bas en espérant pouvoir être un jour l'interprète du capitalisme d'ici.

La « troisième voie » n'est ni une réfutation de la bureaucratie communiste ni du capitalisme, mais une tentative pour permettre la survie des conditions d'existence contre lesquelles se sont battus les ouvriers en Pologne, et il faudra se battre chez nous.

M.G. (Groupe Varlin)



La politique des blocs débloque-t-elle ?

Le problème est complexe et toutes les colonnes de ce numéro ne suffiraient évidemment pas pour exprimer une analyse seulement succincte des rapports Est-Ouest, à fortiori un article aussi bref que celui-ci. Il nous a paru néanmoins nécessaire de faire le point — brièvement — sur la question, étant donné les modifications qui sont apparues ces derniers mois (disons depuis deux ans) dans la composition des « blocs ».

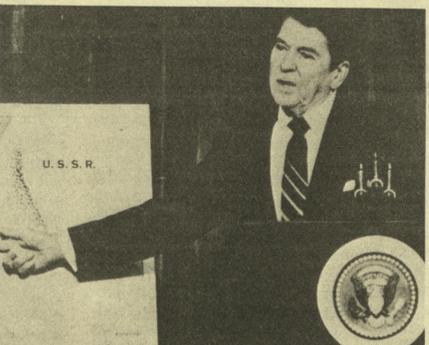
En effet, depuis deux ans on a vu un certain nombre de pays se « relayer » pour faire la une des quotidiens : Nicaragua, Guatemala, Salvador, Tchad, Iran, Pologne, Afghanistan... Il nous importe de saisir s'il y a là un « effritement » des blocs, s'il y a possibilité pour un mouvement de faire « tache d'huile », de remettre en cause globalement l'« ordre international » établi.

Des modifications sont donc apparues dans les domaines d'influences des « deux grands ». L'Iran n'est plus du domaine américain, le Nicaragua non plus. Dans d'autres pays, aujourd'hui, des mouvements politiques tentent, par le terrorisme, puis par la guérilla d'ôter leur pays de l'emprise américaine. D'autre part, l'Afghanistan semble maintenant faire définitivement partie de l'aire d'influence soviétique ; quant à la Pologne, elle y est finalement demeurée... Evidemment, si l'on s'amuse (avec un certain cynisme sans doute, et peut-être aussi une certaine bêtise) à « compter les points », il apparaît que l'URSS est gagnante par rapport aux Etats-Unis. Il est vrai que l'Iran est autant anti-américain qu'anti-soviétique, mais pour le Nicaragua, cela n'est pas aussi net, et aux yeux du gouvernement américain, il est même carrément pro-soviétique.

S'il faut rechercher une explication des divers changements intervenus dans les relations internationales, cette recherche ne peut évidemment se faire qu'à partir d'un parti pris. Le nôtre sera celui-ci : ce qui intéresse la « grande » presse, ce qui intéresse la quasi-totalité des partis, c'est l'état du rapport de force entre les « deux grands » ; ce qui nous intéresse, nous anarchistes, c'est le rapport de force entre la grande masse des peuples et leurs souverains ; ce qui nous intéresse ce n'est pas encore le cas de tout le monde, c'est

de savoir à quel point est lourde et aiguisée l'épée qui pend au-dessus de nos têtes.

Certes, on peut interpréter le changement politique au Nicaragua comme la « faiblesse » d'un Carter qui a laissé faire ce qu'un Nixon ou un Reagan n'auraient pas blâmé, et que Reagan ne tolère d'ailleurs pas : voir ce qui se passe actuellement au Salvador. Ceci dit, ce qui importe n'est pas tellement la différence entre un Carter ou un Reagan, mais plutôt les « intérêts » qui les commandent. En effet, les relations internationales — la politique des blocs — sont le produit de la con-



jugaison de plusieurs paramètres : rapport de forces militaires (et contraintes stratégiques), intérêts économiques. On ne sait pas parfaitement ce qui se passe derrière le rideau, dans les coulisses du spectacle macabre auquel on assiste, mais le rôle qu'a pu jouer par exemple la CIA dans la politique américaine est bien connu. Il est sûr qu'un président américain n'est pas maître de la politique menée par son pays. On peut donc juger de l'étroitesse de la marge de manœuvre dans laquelle évolue la politique américaine. En effet, historiquement, on assiste aux Etats-Unis à un va-et-vient entre une « ligne dure » et une « ligne faible »

(faucons et colombes) pour lesquelles un trait de caractère permettant de les différencier est effectivement la quantité de morts, la quantité de sang versé. La « marge » dans laquelle évolue la politique américaine est expérimentée, ses limites sont bien connues des détenteurs du pouvoir.

Les récents événements de Pologne portent à croire que cela est moins vrai pour l'URSS. En effet, la Pologne était, jusqu'au 13 décembre dernier, en bonne voie pour sortir du rang. Le 13 décembre aurait eu lieu six mois ou un an plus tôt ce cela n'aurait étonné personne. A l'Est non plus, il n'est pas facile d'échapper à la dictature.

Et la formation de l'Europe ? Elle est toute symbolique, toute en paroles, en vœux pieux. Les pays d'Europe sont soit « neutres », soit membres de l'OTAN. D'ailleurs, l'Europe constituerait-elle un troisième bloc que nous n'aurions rien à y gagner pour autant. Les risques de conflit ne seraient pas moins nombreux et les armes pas moins dangereuses.

Et le problème est effectivement là : à ce jeu-là, nous sommes perdants. En réalité, les « deux grands » font figure de frères ennemis. Ils sont frères, main dans la main pour exploiter la grande masse, la maintenir dans la misère et la laisser crever de faim. Ils sont aussi ennemis et leur opposition, pour préserver chacun leur intérêt, se concrétise pour l'un comme pour l'autre par la course aux armements monopolisant une part énorme de leurs budgets, c'est-à-dire exploitant leurs populations, bref la perdurance de leur opposition ne fait que renforcer leur « fraternité ».

Ils sont frères ennemis à tel point qu'ils se refusent à organiser le moindre désarmement : on voit chacun à leur tour, à peu près tous les six mois, les deux chefs d'Etat, à l'occasion de discours publics, proposer à l'autre des négociations pour un désarmement, et l'autre de refuser pour de vagues prétextes.

Il apparaît que la « restructuration » des blocs ne modifie absolument pas les aspects fondamentaux de la situation géo-politique que nous avons connue jusqu'ici. La politique des blocs débloque-t-elle ? Apparemment, elle va fort bien, puisqu'elle nous emmerde !

G.L. (Groupe Varlin)

BERLIN ALTERNATIF EN LUTTE

Le congrès « TUWAT » devait représenter un appel à tous les squatters d'Europe, pour se retrouver à Berlin-Ouest du 25 août au 25 septembre 1981, afin de renforcer les mouvements d'occupation. Mais l'épreuve de force commença le 22 septembre, après la mort d'un jeune squatter de 18 ans, « le premier mort de TUWAT », titrait la presse Springer. Les jours suivants, des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Berlin pour crier leur rage, leur colère. Pendant une semaine, nuit et jour, une centaine de personnes ont veillé continuellement sur les lieux de l'accident, dans le quartier de la Potsdamerstrasse, qui est aussi celui de la prostitution et du trafic de l'héroïne. A Berlin-Ouest, l'utopie est toujours à l'ordre du jour.

Le mouvement alternatif

Un des plus anciens projets alternatifs de Berlin-Ouest est la « Fabrique pour la culture et le travail manuel », un centre culturel et artisanal installé dans les vieux immeubles de la propagande du III^e Reich. Il y a des ateliers pour la réparation des bicyclettes, des petits ustensiles, de la technologie douce, un commerce de tous les produits biologiques alimentaires, des cours de toute sorte : de la faïence et de la céramique, jusqu'au karaté, la pantomime ou la cithare. Il y a un cirque et une communauté de musiciens rock de Berlin.

La fabrique est née cinq ans auparavant, sur la surface d'une ancienne usine qui fut louée. Deux ans plus tard, la totalité de l'ancienne usine était occupée et un contrat provisoire a été négocié. En 1978, la fabrique a organisé un grand « festival de l'ambiance » et a donné vie à des groupes de réflexion écologiques sur la technologie, l'énergie, la médecine, l'alimentation, les transports. Les divers groupes échangeaient leurs idées dans une ambiance chaleureuse et se sont installés sur une grande place, ayant construit leurs maisons, cabanes ou tentes, démontrant en général le refus de la société de consommation. Ils ont également bâti un grand générateur électrique fonctionnant grâce à une éolienne et qui est devenu le symbole du festival.

Après le congrès « TUNIX » et le « Festival de l'ambiance », il devint évident que désormais les non-dogmatiques n'étaient plus une minorité, mais un groupe puissant et étaient décidés à construire une contre-société. En 1978, on a assisté à la naissance des structures de base de la contestation alternative berlinoise, sur les terrains de la finance, de l'information et de la politique. « Netzwerk Selbsthilfe » (Le Fillet de l'Autogestion) est né comme une chaîne de l'aide judiciaire et financière pour les projets alternatifs et politiques. Un véritable lieu de solidarité s'est constitué. L'idée de base repose sur l'aide aux coopératives autogestionnaires par des conseils et de l'argent. Pour le moment, l'ignorance et le manque de ressources sont les deux principaux problèmes pour essayer de placer une marge entre la culture officielle et l'espace laissé par le système dominant. La « Netzwerk » compte aujourd'hui six mille membres à Berlin-Ouest et en Allemagne fédérale qui versent une cotisation mensuelle de 5 à 10 marks, parfois plus. Les cotisants sont en majorité des gens qui ne vivent et ne travaillent pas dans la contre-culture, mais qui sont sympathisants du mouvement. De plus, il y a des personnalités, tels le poète Hans Magnus, l'artiste Joseph Beuys, l'architecte Julius Posener, le journaliste Günther Walbraff et Daniel Cohn Bendit, qui sont solidaires du mouvement.

La « Netzwerk » est construite sur des bases démocratiques. L'assemblée générale élit des délégués au comité qui décide de la répartition de l'argent et des fonds généraux. Le comité se compose de trois secteurs, qui sont les représentants du projet alternatif et des membres de la « Netzwerk ». Ce sont des candidats de la « Netz-

werk » tirés au sort. Les séances du comité sont ouvertes à tous.

Après trois ans d'existence, la « Netzwerk » a distribué plus d'un million de marks à la coopérative du mouvement alternatif et aux coopératives de jeunes, aux femmes et aux chômeurs, aux écoles, aux librairies et aux cafés autogérés, aux journaux politiques. Il ne manque pas un minimum de bureaucratie, et la « Netzwerk » a été violemment critiquée à ce sujet.

Une liste, un quotidien, un hebdomadaire, un mensuel

En même temps que la Liste alternative (AL) s'est constitué à Berlin comme un contre-parti aux partis existants. Née de l'ambition du mouvement alternatif berlinois, l'AL n'a rien à voir avec les « partis verts », car l'écologie « parlementaire » trouve son électorat à l'extrême-gauche comme dans la droite la plus conservatrice. L'AL a décidé de participer au jeu électoral dans les quartiers et au Parlement de Berlin-Ouest. Elle insiste sur le fait que son champ d'attraction se situe aussi dans un espace extra-parlementaire. L'AL n'est pas un mouvement homogène ; au contraire, elle est traversée de divers courants politiques, de l'anarchisme au trotskysme, en passant par l'écologisme traditionnel.

Toujours en 1978, un autre projet très important pour le mouvement a vu le jour. *Die Tageszeitung* (Le Quotidien, abréviation TAZ), conçu sur le modèle français *Libération*. Le rôle de ce quotidien, TAZ, est très important à Berlin où la chaîne de Springer a quasiment le monopole de l'information, calomniant constamment toute la gauche.

La TAZ est devenue le noyau central de l'information alternative à Berlin. Au niveau local, il existe deux autres journaux importants pour le mouvement : *Radikal*, mensuel du mouvement anti-autoritaire de Berlin, qui est publié en commun par 26 collectifs libertaires et autonomes. Une création plus récente, *Instandbesetzer Post* (La Poste des Occupants), hebdomadaire du mouvement des squatters.

A la recherche d'un espace vital

Un autre problème important que doit résoudre le mouvement alternatif est celui de l'espace. Combien de projets sont partis en fumée faute d'avoir trouvé un local ? L'occupation des locaux fut certes légitime, mais pas toujours durable pour ces projets qui nécessitent une certaine stabilité. De ce besoin d'espace vital où la contre-société devait se développer en paix est née la « Mehringhof », locaux d'une usine de plus de cinq mille mètres carrés aujourd'hui désaffectée. Le financement et l'agencement de cet immeuble sont un chef-d'œuvre de l'exploitation des possibilités financières et juridiques que peut offrir le système capitaliste. A cette occasion, ces possibilités ont été utilisées pour acquérir l'immeuble, puis le transformer par la suite en immeuble autogéré au bénéfice de ses utilisateurs. Aujourd'hui, trente collectifs y ont trouvé place : bureaux de la « Netzwerk », la rédaction locale de la TAZ, une collectivité d'artisans, un groupe d'immigrés turcs, une école alternative, une imprimerie, un atelier pour handicapés, etc.

L'installation de « Mehringhof », au printemps 80, a permis de créer de multiples liens et de construire un mouvement déterminé pour le renforcement du mouvement alternatif. C'est à l'intérieur de ce mouvement qu'est né, au cours de l'hiver 80, le mouvement des squatters.

Ce problème de logement n'existe pas uniquement pour les « alternatifs », mais pour tous les Berlinoises, et surtout pour les plus défavorisés (vieux, chômeurs, etc.). Le gouvernement favorise la transformation des vieilles bâtisses en immeubles de luxe. De nombreuses personnes cherchent un vieux logement à bon marché. Ces loge-



A Berlin aussi les murs ont la parole. « Une porte de secours »

ments sont vides pour la plupart, mais déclarés insalubres, ce qui permet aux propriétaires de les rénover (loyers élevés...). En bref, ce scénario est bien connu et se répète dans toutes les grandes villes européennes. C'est à Kreuzberg, dans le quartier turc et ouvrier qui est à côté du mur, que s'est donc développé le mouvement des occupations.

Les occupations isolées de logements vides existent depuis 10 ans, mais ce n'est que depuis l'an dernier que l'on peut parler d'un véritable mouvement de squatters qui occupent systématiquement des usines et des appartements vides et les rendent habitables. Evidemment, les luttes de Zürich et d'Amsterdam ont influencé le mouvement des squatters de Berlin. Les occupants s'autodéfinissent par un jeu de mots qui unit les verbes « occuper » et « remettre en ordre ». Devant l'initiative des occupations, la population a montré de la sympathie, car chaque Berlinoise connaît le problème du logement. Durant l'hiver 80-81, les occupations et les évacuations violentes se sont succédées, ce qui a contribué à radicaliser le mouvement. Après ces expulsions, il y a eu une manifestation des squatters dans le centre de la ville où les vitrines des banques et des commerces volèrent en éclats. Parallèlement, la presse Springer excitait le public contre les squatters.

A la même époque, un scandale immobilier causa la chute du Sénat social-démocrate. Nouvelles élections au cours desquelles le Parti social-démocrate voulant reconquérir sa place se montra nettement plus compréhensif vis-à-vis des squatters. Il y eut des pourparlers entre la « Netzwerk » et l'AL qui se présentaient comme intermédiaires, et le Sénat. Les squatters refusèrent, ne voulant pas discuter avec le Sénat pendant que leurs compagnons étaient encore en prison. Malheureusement pour eux, la droite, une fois élue, usa de la manière forte. Le nouveau Sénat demanda l'expulsion dans huit maisons occupées au profit de la société immobilière « Neue Heimat » (Nouvelle Patrie, Propriété du syndicat ouvrier DGB), qui veut procéder rapidement à la rénovation.

Après TUWAT, comment cela va-t-il finir ?

Comme riposte à cet ultimatum, les squatters lancèrent un appel « à tous les amis et compagnons d'Europe ». Ce fut la signification de TUWAT qui veut dire « faire quelque chose ». TUWAT, c'est un congrès, un festival, un spectacle, une expression de la lutte qui nous unit. Tout

à lieu à Berlin, symbole de la division des nations, Berlin où se manifeste la forme la plus pure de la guerre froide des gouvernements, une guerre qui est menée contre tous.

« Le gouvernement de Berlin a lancé un défi. Il veut évacuer huit maisons occupées, ce qui représente quelque chose de plus important que la simple évacuation d'appartements. Il veut détruire notre espace vital et notre unité. Nous montrerons au pouvoir que nous sommes déterminés à prendre notre vie en main... Nous ferons une fête qui va faire trembler la ville... »

TUWAT a proposé du 25 août au 25 novembre des congrès sur l'autonomie, des fêtes sur les places et des manifestations contre la guerre. De nombreux sympathisants, en solidarité, se sont installés dans les maisons occupées. Des programmes culturels furent organisés jour et nuit dans les immeubles menacés d'évacuation (théâtre, concerts, cabaret, jeux de cirque, etc.). Au KUKUCK, le centre autonome de Kreuzberg, a été peinte une immense fresque sur la façade.

La semi-défaite de TUWAT, c'est l'évacuation de huit maisons et la mort de Hans Jürgen Rattay, durant une manifestation de protestation.

Depuis, l'atmosphère est beaucoup plus tendue. Des groupuscules d'extrême-droite, reprenant leur souffle, ont envoyé des menaces d'attentats contre la « Netzwerk », AL et Mehringhof. Les sociaux-démocrates laissent se confronter alternatifs et démocrates-chrétiens, se réservant le droit d'intervenir au moment favorable, lorsqu'ils pourront apparaître comme le parti de l'ordre et de la modération.

Diverses organisations ont tenté à nouveau de négocier avec le Sénat au nom des squatters, mais la situation est nettement plus difficile qu'en mai. Ce même mouvement est divisé entre une tendance dure et une tendance plus modérée qui est dirigée par l'AL qui n'a jamais accepté la violence verbale de TUWAT et qui défend actuellement au Parlement une proposition de loi relative à l'amnistie des condamnés et à la législation des occupations.

Telle est la situation aujourd'hui à Berlin-Ouest. Cette cité déjà divisée connaît aujourd'hui une cassure profonde entre deux mondes hostiles.

Le résultat peut être soit la chute du Sénat démocrate chrétien, soit au contraire une nouvelle évacuation et la fin du mouvement pour l'occupation des immeubles. Pour l'instant, la situation est encore ouverte. Berlin attend. PL-10

LA Mutualité, en France, possède cette particularité d'être une énorme organisation de masse : 23 millions de personnes « mutualisées », et d'être, en fait, peu connue. Certes, ces mutualistes sont répartis dans plus de 8 000 sociétés mutualistes et, bien sûr, tout le monde a une idée plus ou moins vague de ce qu'est une mutuelle ; en général, c'est l'image d'un organisme qui apporte un complément aux prestations versées par la Sécurité sociale. Or si, effectivement, la complémentarité est un des princi-

paux rôles de la Mutualité, ses buts, son action sont bien autre chose.

C'est ce que nous souhaitons développer dans cette étude en suivant le cheminement de la Mutualité des origines à nos jours, en examinant son organisation et son importance dans la vie des travailleurs. Nous avons déjà abordé ces thèmes dans une émission à Radio-Libertaire, le 23 novembre 1981 ; nous les reprendrons dans plusieurs articles qui paraîtront dans les prochains numéros du *Monde libertaire*.

par André DEVRIENDT

Le caractère de la Mutualité
La Mutualité, au cours de son histoire, tantôt combattue tantôt adulée, parfois en même temps, représente de nos jours une grande partie du secteur de l'économie dite sociale qui englobe le crédit mutuel, les coopératives, les associations à buts non lucratifs. Ce secteur emploie plus d'un million de salariés et « pèse » plusieurs milliards de francs lourds. Si Proudhon ressuscitait, il constaterait sans doute avec plaisir que l'économie mutualiste (ou mutuelliste) pour laquelle il avait tant combattu s'est considérablement développée à notre époque. Sa puissante voix s'élèverait alors sûrement pour fustiger les déviations et montrer, avec sa clarté et sa lucidité coutumières, le chemin de l'émancipation de la classe ouvrière.

Dans son livre *De la capacité politique des classes ouvrières*, Proudhon a défini magistralement l'idée de Mutualité. On peut citer, entre autres : « *Le mot français mutuel, mutualité, mutuation, qui a pour synonyme réciproque, réciprocité, vient du latin mutuum, qui signifie prêt (de consommation), et dans un sens plus large, échange. On sait que dans le prêt de consommation l'objet prêté est consommé par l'emprunteur, qui n'en rend alors que l'équivalent, soit en même nature, soit sous toute autre forme.* » (...) « *De là toutes les institutions du mutuellisme : assurances mutuelles, crédit mutuel, secours mutuels, enseignement mutuel ; garanties réciproques de débouché, d'échange, de travail, de bonne qualité et de juste prix des marchandises, etc. Voilà ce dont le mutuellisme prétend faire, à l'aide de certaines institutions, un principe d'Etat, une loi d'Etat, j'irai jusqu'à dire une sorte de religion d'Etat, d'une pratique aussi facile aux citoyens qu'elle leur est avantageuse ; qui n'exige ni police, ni répression, ni compression, et ne peut en aucun cas, pour personne, devenir une cause de déception et de ruine.* »

Et encore : « *Dans une simple synonymie (fédéralisme et mutuellisme) nous est donnée la révolution tout entière, politique et économique.* » (...) « *L'idéal de la justice absolue comporte égalité et liberté. L'égalité se réalisera par le mutuellisme, la liberté par le fédéralisme (1).* »

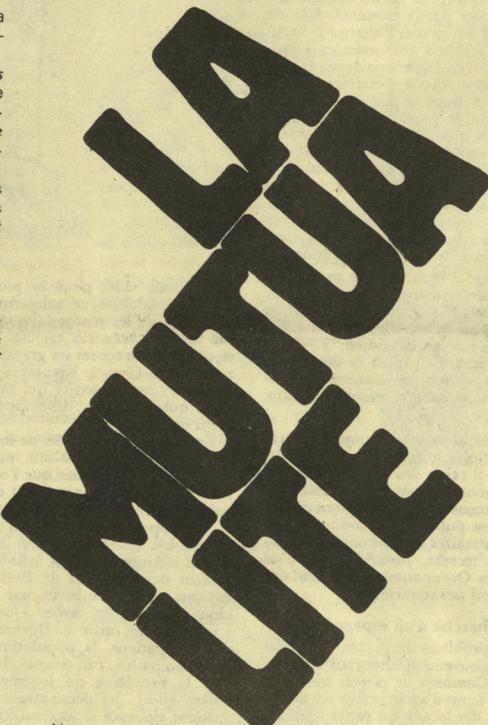
La Mutualité dont nous parlons ici est un des aspects du système mutualiste tel que l'envisageait Proudhon.

Il est important de faire remarquer, avant tout développement, le caractère spécifique de la Mutualité ; ce caractère, c'est avant tout la *solidarité*. La Mutualité n'a rien à voir avec la charité, même si certaines sociétés de secours mutuels ont pu accoler parfois, dans le passé, les mots de bienfaisance ou de charité dans la dénomination de leur organisation.

En effet, la charité, comme chacun sait, consiste à recevoir quelque chose de quelqu'un (des secours) sans rien donner en échange. Elle a un caractère humiliant pour celui qui reçoit. Dans la Mutualité, au contraire, il y a *réciprocité*. En échange d'un apport — d'une cotisation dirions-nous aujourd'hui — versé à un groupe auquel on s'associe, on a le *droit* de percevoir une aide, des secours (des indemnités), lorsque le sort nous est défavorable. Il y a égalité dans les rapports entre les individus et non plus soumission.

Dans un mémoire intitulé : *Plan d'une maison d'association dans laquelle au moyen d'une somme très modique chaque associé s'assurera dans l'état de maladie toutes les sortes de secours qu'on peut désirer*, paru en 1754, un mutualiste, Piarron de Chamousset, qui se ruina en voulant créer des œuvres trop en avance sur son temps, définit bien le caractère de réciprocité dans la Mutualité : « *L'établissement n'ayant d'autres fonds que le contingent des associés, il ne sera point honteux de recevoir des secours qu'on aura payés d'avance. On ne devra rien à la commisération des autres, car chacun n'aura en vue que son propre intérêt. Tous concourent en commun à établir des fonds, parce que aucun ne peut être assuré d'une santé constante ; et si ceux qui sont assez heureux pour n'être pas dans le cas d'y avoir recours, fournissent plus qu'elle ne leur rend, ils jouissent de l'avantage d'envisager un asile qui peut d'un jour à l'autre devenir nécessaire ; et par là, ils sont exempts de bien des inquiétudes. Si, quand je me porte bien, je paie le prix modique de mon association, pour celui*

qui souffre, il en fait autant pour moi dans le même cas. C'est la loi générale de l'humanité mise en exécution d'une manière prudente et déterminée ; c'est le bien de la société civile étendu à une circonstance encore plus nécessaire que toutes celles auxquelles elle a pourvu jusqu'ici. En un mot, cette association comme toutes celles dans lesquelles on se fait honneur d'entrer est une communauté de fonds établie pour mes besoins de tous les membres. Peut-il donc y avoir une condition pour laquelle il ne soit pas honnête de jouer des avantages qu'elle se procure elle-même (2) ?



Nous avons là le principe mutualiste fondamental : réciprocité, égalité. De nos jours, ce principe est stipulé dans le Code de la Mutualité dont un article déclare : « *Les sociétés mutualistes ne peuvent instituer des avantages particuliers en faveur de certains membres participants et au détriment des autres s'ils ne sont pas justifiés, notamment par les risques apportés, les cotisations fournies ou la situation familiale des intéressés.* »

Le Code de la Mutualité, dont la refonte fut faite en 1955, définit dans son article premier les objectifs des sociétés mutualistes : « *Les sociétés mutualistes sont des groupements qui, au moyen des cotisations de leurs membres, se proposent de mener, dans l'intérêt de ceux-ci ou de leur famille, une action de prévoyance, de solidarité, d'entraide, visant notamment la prévention des risques sociaux et leurs conséquences ; l'encouragement de la maternité et la protection de l'enfance et de la famille ; le développement moral, intellectuel et physique de leurs membres.* »

L'encouragement à la maternité, le développement moral prouvent que le Code aurait besoin d'être quelque peu dépoussiéré (3)... Ajoutons que les sociétés mutualistes ne peuvent avoir de but lucratif et que les fonctions d'administrateur sont obligatoirement bénévoles, sauf rares dispenses.

Les origines de la Mutualité

Lorsque l'on étudie une institution, on est naturellement amené à rechercher ses origines, ses racines. En ce qui concerne la Mutualité, c'est-à-dire la pratique de l'entraide organisée, il est probable qu'elle est fort ancienne et qu'elle existe depuis que les hommes se sont organisés dans leurs métiers, donc lors-

que la société avait atteint un certain degré d'organisation sociale. Elle n'était pas inconnue des Chinois, des Egyptiens, des Grecs ni des Romains. Chez ces derniers, les cimetières souterrains — les catacombes — appartenaient à diverses sociétés à forme mutuelle qui pouvaient être chrétiennes, juives, païennes ou pythagoriciennes ! Les charpentiers, les tailleurs de pierre qui construisirent le temple de Salomon à Jérusalem mille ans avant notre ère et qui, selon la tradition, fondèrent le compagnonnage, pratiquaient l'assistance mutuelle.

Cette ancienneté dans la pratique de l'entraide ne doit pas nous surprendre ; il était logique que les travailleurs découvrirent la nécessité du groupement pour faire face à l'adversité, que celle-ci se montrât sous l'aspect d'atteinte à la santé, d'accidents, ou d'atteintes aux conditions de vie et de travail. Cette pratique de la solidarité débouchait sur la lutte pour obtenir des améliorations des conditions d'exercice de la profession. Kropotkine, dans *L'Entraide*, a écrit des pages très intéressantes sur cette question.

Au cours des siècles, cette pratique s'est perpétuée, en tout cas on la retrouve, vivace, au Moyen Âge. En effet, dès le X^e siècle, lorsque se forment les corporations désignées sous les noms de guildes (ou guildes), hanses, conjurations, etc., des organismes se créent, appelés confréries ou charités. Les confréries sont à vocation professionnelle ; elles font une large place aux activités d'entraide et de solidarité. Dans toutes les villes, les métiers avaient leurs confréries. Leur organisation interne était semblable, les membres, qui s'appelaient confrères ou frères, avaient les mêmes droits et les mêmes devoirs. L'action sociale de ces sociétés consistait à verser des prestations en espèce, des rentes vieillesse ou invalidité, un capital décès, des rentes pour l'éducation des orphelins, à fonder des œuvres sociales (par exemple la mise à la disposition des adhérents d'une maison de soins)... Etienne Boileau, prévôt de Paris sous Saint-Louis, a décrit dans son *Livre des métiers* paru en 1268 le fonctionnement de nombreuses confréries, les prestations qu'elles versaient, les cotisations qu'elles percevaient.

A l'origine, les confréries réunissaient à la fois les maîtres (employeurs), les compagnons et les apprentis. Mais les intérêts des uns et des autres n'étant forcément pas les mêmes, les ouvriers, au XV^e siècle, créèrent leurs propres groupements : les sociétés compagnonniques, qui leur étaient exclusivement réservés (4). Dans le compagnonnage, les ouvriers se réunissaient par métier et se considéraient comme membres d'une seule famille (à condition d'être du même rite, naturellement !). Les sociétés compagnonniques, outre le soin qu'elles apportaient à la formation professionnelle et morale des compagnons (les règles étaient très strictes), à la défense de leurs intérêts, ont fait de l'assistance mutuelle une règle fondamentale de leur organisation. En cas de chômage, de maladie, le compagnon recevait aide et assistance de son devoir. Les sociétés compagnonniques se sont heurtées souvent violemment aux patrons et au pouvoir politique (royal, impérial ou républicain : elles furent souvent obligées de mener une activité clandestine, ce qui ne les empêchait pas d'être puissantes).

La Mutualité d'aujourd'hui est l'héritière directe de ces sociétés qui se sont créées au Moyen Âge et sous l'Ancien Régime. Certaines existent encore de nos jours, telle la Société de Sainte-Anne fondée en 1694 sous le nom de Confrérie et société hospitalière des compagnons menuisiers du Temple.

(1) P.-J. Proudhon : De la capacité politique des classes ouvrières, éditions du Monde libertaire, Paris 1977.

(2) La refonte du Code de la Mutualité vient de commencer.

(3) Cité par Jean Bennet dans La Mutualité française à travers sept siècles d'histoire.

(4) Le Compagnonnage, d'E. Martin Saint-Léon, Librairie du Compagnonnage, Paris 1977. La date de la formation des sociétés compagnonniques est controversée.

(Cette étude complète sur la Mutualité se poursuivra sur 4 ou 5 numéros de notre journal.)

(à suivre)

« La Foire à Bras » :
une grande petite revue !

« **L** A poésie contemporaine ne chante plus, elle rampe, a dit un jour Léo Ferré. C'était avant la naissance de « La Foire à Bras ». (1).
« La Foire à Bras », en effet, est une petite revue de poésie qui réconcilie avec un genre que l'on avait pu croire un temps vérolé à jamais par les compagnons de route au langage de bois, les épiques de la gesticulation verbale ou les éternels besogneux de la rime. Dans un précédent ML, j'avais déjà eu l'occasion de dire quelques mots du numéro 2 qui était centré sur la prison, du plaisir que j'avais éprouvé à sa lecture, et de l'émotion qu'avait provoqué en moi ces textes de détenus ciselés au burin de l'humiliation, de la révolte et de l'espoir. Je vous avais « recommandé » sa lecture et aujourd'hui je vous redis la même chose. Les numéros 3, 4 et 5 de « La Foire à Bras », qui sont parus depuis, sont à lire, à relire et à relire encore. Les poèmes, nouvelles et dessins qui constituent la chair de cette revue dégoulinent de vie et on ne se lasse pas de s'y tremper et de s'y retremper.

Jean-Jacques Reboux anime cette revue. Il la pètrit de son amour de la poésie vraie et de sa foi en une écriture trempée dans l'authenticité. Sans lui, cette revue n'existerait vraisemblablement pas, et ce serait dommage. Chaque numéro est un arc-en-ciel de talents épanouis ou en gestation, et il fait bon s'en imprégner la rétine, car c'est chose rare.

« La Foire à Bras » est une petite revue de poésie. Il ne tient qu'à nous, en l'achetant, de l'aider à grandir. Elle le mérite.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) « La Foire à Bras », revue trimestrielle poétique : 37, rue Euclyère, 14300 Caen. 12 F le numéro, abonnement pour un an : 35 F.

SPECACLES



• THÉÂTRE :

Pierre Ascaride et le « Théâtre sans domicile » présentent : *La Secrétaire*, de N. Ginzbury. P. Ascaride tente, par le biais de cette pièce, d'articuler une difficile quête du bonheur à la réalité où le désir s'étiole. L'orchestre, grâce aux six personnages de *La Secrétaire*, la musique têtue des petits bonheurs fugaces et le refus, non moins têtus, « d'être diaboliquement heureux ». A la MJC de la Seine-Saint-Denis, 134, rue A. France à Aulnay-sous-Bois, les 16 et 17 février à 20 h 30.

La compagnie Morin-Timmerman présentera *Les Cancans* de Carlo Boldoni, du 17 février au 28 mars au Théâtre 13, 24, rue Daviel, 75013 Paris.

Tombeau pour cinq cent mille soldats, au Grand Théâtre de Chaillot, le 13 février à 20 h 30 et le 14 à 15 h.

• CONCERTS :

Font et Val : le 11 février à la Maison de la Culture d'Amiens, le 12 au Théâtre municipal de Lons-le-Saulnier et le 13 à la Maison des Arts de Belfort.

Le groupe antimilitariste d'Amiens organise un bal folk, le 14 février à 15 h, à la Pagode. Avec la participation de *Peu qu'manquer*. Romain Bouteille, depuis le 9 février à 22 h 15 au Petit Palais des Glaces.

Racines, de José Barrense-Dias, à partir du 16 février à 20 h 45, au Petit Palais des Glaces.

• MARIONNETTES :

Bruce Schwartz, au Petit TEP, les 11, 12 et 13 février à 20 h 30 et le 14 à 15 h.

Le Roi des Singes (du 16 au 26 février à 14 h 30) et *le Sac du Palais du Ciel* (du 16 au 27 février à 18 h 30), spectacles de marionnettes chinoises, seront présentés, le premier en français et le deuxième en chinois, au Grand Foyer de Chaillot.

Philippe

THÉÂTRE

Deux pièces
du jeune Théâtre
national

Le Théâtre national, créé en 1971, nous présente cet hiver deux créations. L'une à la Comédie de Paris, *Le Chanteur d'Opéra* de Frank Wedekind, l'autre au Théâtre du Syndicat de l'Epicierie, *In Salah*, de Michel Albertini.

Le Chanteur
d'Opéra

Le Chanteur d'Opéra, de Frank Wedekind, fut écrit en 1897 et créé en décembre 1899 avec un succès de longue durée. Interdite pendant la guerre, ce fut la première pièce montée à Berlin en 1945. C'est la première fois qu'elle est présentée en France. De jeunes acteurs (ils sortent tous du Conservatoire en 1980 et 1981, nous présentent, avec talent, cette pièce qui, ma foi, est fort plaisante ; même si parfois la mise en scène laisse un peu à désirer. Un peu plus d'audace, un peu moins d'académie, cela serait presque parfait.

Gerardo, ténor wagnérien, chante demain à Bruxelles. Complètement consacré à l'art, il s'est tout refusé, se réservant uniquement à sa potion : « *L'Amour, c'est un préjugé bourgeois, un refuge pour les lâches et les timides.* » Hors Wagner, point de salut. Qu'il s'agisse d'une jeune amoureuse, d'un compositeur ignoré ou du suicide de sa maîtresse. Rien n'y fait. Exit les miroirs dévoilant sa véritable personnalité ! Gerardo doit chanter demain à Bruxelles !

Le Chanteur d'Opéra : jusqu'au 13 février à 20 h 30, à la Comédie de Paris, 42, rue Fontaine. Relâche le dimanche. 35 F pour les auditeurs et/ou les lecteurs du ML, au lieu de 50 F.

In
Salah

In Salah est un spectacle différent, une création autonome du Jeune Théâtre. Deux paumés, un Algérien, une prostituée, se sont retrouvés, un jour, comme ça, entre deux passes, dans un sombre couloir menant vers un paradis artificiel. Deux paumés en quête d'identité, à la recherche de cet instant fugace de bonheur. A la recherche du Soleil, d'*In Salah*, là-bas, très loin, dans le désert.

Là aussi le même reproche : mise en scène un peu trop prétentieuse, cela gagnerait en simplicité, en chaleur. très bon spectacle cependant, déroutant parfois, mais on sent le cloaque de Pigalle, les hôtels et les sex-shops, on voit Alger et les maisons blanches écrasées de soleil. On rêve.

J.S.

In Salah, jusqu'au 23 février. Relâche le dimanche, à 20 h, au

Théâtre du Syndicat de l'Epicierie, 12, rue du Renard, Paris 4^e. 35 F pour les auditeurs et/ou les lecteurs du ML au lieu de 50 F.

Les
soliloques
du
porc

Raymond Cousse aime bien les cochons. Il leur trouve un regard plus franc que celui des humains. Quant à leur utilité, ajoute-t-il, elle n'est plus à démontrer, tandis que celle de l'homme demeure sujette à caution.



De ce penchant pour la race porcine est née la pièce de théâtre *Stratégie pour deux jambons* (1), qui met en scène un cochon méditant sur son existence à quelques jours de l'abattage. Bien sûr, sa méditation n'est pas sans rapport avec le jugement que les individus peuvent tirer de leur propre existence. En quelques actes bien ficelés, comme du saucisson pur porc, les pensées cochonnes du seul acteur présent sur scène évoquent tour à tour la jeunesse du porc, sa mise en condition, la description détaillée de la porcherie où il évolue, ses rapports et ses conflits avec le porcher son maître, sa sexualité bien sûr, puis la mort.

Qu'il fasse preuve d'esprit troupeau ou qu'il donne dans l'irrespect ou le jugement critique, notre porc est servi par un texte fort, constamment teinté d'humour, qui fait mouche à tous coups. Et puis le porc en question, c'est Jean-Jacques Bideau, acteur époustouflant, comme cela est écrit dans *La Tribune de Genève*, ce qui donne tort, au passage, à tous ceux qui prétendent qu'il n'y a que des conneries dans les journaux. Si Jean-Luc Bideau était mauvais, on dirait de lui qu'il joue comme un cochon. Cela reste vrai dans la pièce en question, mais pas pour la même raison.

Jusqu'au 28 février, à 22 h, du mardi au samedi, et à 17 h 30 le dimanche, à l'Espace-Gaîté, 35, rue de la Gaîté, Paris 14^e. Réduction aux porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire.

Julien ROBIN

LIVRES EN VENTE
A PUBLICO

<i>De la révolte de Poznan à Solidarité</i> , Pomian	58 F
<i>Le dossier de Solidarité</i> , Alternative	40 F
<i>Ben Barka, ses assassins</i> , Daniel Guérin	55 F
<i>La justice racontée aux enfants</i> , D. Langlois	25 F
<i>Et si on en parlait</i> , Collectif	28 F
<i>La Sexualité expliquée aux adolescents</i> , Boudreau	35 F
<i>Près du sol</i> , E. Guillaumin	45 F

SÉLECTION



RADIO

— France-Culture : le 11 fév. à 20 h : *L'Insaissable affaire de la ville*, de Philippe Rucet. Comment entrer dans une ville.

Le 15 fév. à 20 h : *Pity la petite fille*, de Maniphah Bounfeng. Un conte d'une réfugiée de 18 ans.

Le 15 fév. à 21 h : *Shiva, le danseur cosmique*. Pour faire connaissance avec la pensée hindouiste.

Le 16 fév. à 20 h : *Y a-t-il un savoir de l'homme ? L'humanisme serin est-il en train de disparaître ?*



TÉLÉVISION

— TF1 : le 11 fév. à 22 h 05 : début d'une série d'émissions : *Un voyage au Mexique*. Aujourd'hui : *El senor gomador*.

Le 14 fév. à 20 h 35 : *Borsalino*. Quand Jacques Deray imite (avec bonheur) le cinéma américain.

Le 15 fév. : *Propriété interdite*, de Coppola, d'après Tennessee Williams.

— A2 : le 11 fév. à 20 h 35 : *Es-pagne : entre l'oubli et la crainte*, de Pierre Dumayet et Igor Barrère. A2 va-t-elle traiter objectivement le problème ?

Le 12 fév. à 16 h 50 : début d'une série : *La Renaissance*. Aujourd'hui : *Les cités*. Une façon enfin moderne d'aborder cette phase critique de l'histoire contemporaine.

Le 13 fév. à 21 h 40 : *Le boulanger de Suresnes*. Jean-Marc Thibault crée un rôle admirable.

Le 15 fév. à 16 h 30 : *L'homme qui a peint le Sinaï*. D'immenses fresques dues au peintre belge Jean Verame, commencées sous Begin et poursuivies sous Sadate.

Le 16 fév. à 20 h 35 : *L'adieu aux enfants*. La vie du médecin polonais Janusz Korczak, créateur de la « République des enfants » en Pologne, de 1917 à 1942. Un précurseur de Neil et Bettelheim. A ne pas rater.

— FR3 : le 11 fév. à 20 h 30 : *Les soleils de l'île de Paques*. L'univers des incidents extra-terrestres.

Le 13 fév. à 20 h 30 : *Peines d'amour perdues*, de Shakespeare.

Le 14 fév. à 23 h 35 : le début de quatre semaines consacrées à la redécouverte de D.M. Griffith.

Le 16 fév. à 23 h 15 : *Le jour où la terre s'arrêtera*. Un film de science-fiction de Robert Nise.



Il ne faut jamais vendre la peau de l'ours communiste...

A PRÈS leur double victoire aux élections présidentielles et législatives de 1981, victoire acquise contre les giscardiens au pouvoir grâce à la complicité des gaullistes et malgré les manœuvres communistes, les socialistes avaient le choix entre deux solutions : soit gouverner seuls, soit gouverner avec leurs gentils alliés du mouvement des radicaux de gauche et leurs concurrents hargneux du Parti communiste français. Les deux solutions comportaient chacune une série d'avantages et d'inconvénients.

Gouverner seuls, les socialistes le pouvaient parfaitement. Avec Mitterrand comme président de la République et une majorité absolue de députés PS au Parlement, cela ne posait aucun problème. L'avantage de cette formule était évident. Gouverner seuls, c'était désarmer irrémédiablement tous ceux qui allaient se faire fort d'agiter l'épouvantail communiste. C'était donc rassurer et peaufiner l'image tranquille et celle du changement en douceur. C'était aussi se donner les moyens de la cohérence. Seuls, cela permet d'éviter les peaux de bananes que des alliés remuants sont toujours susceptibles de jeter ici ou là au hasard des intrigues et des magouilles. Gouverner seuls cependant, c'était aussi se couper d'une partie non négligeable de l'électorat communiste qui avait joué l'unité malgré le sectarisme haineux des dirigeants du PCF. Gouverner seuls, au bout du compte, c'était donc prendre le risque de saper à la base un mythe cher au cœur des populations : celui d'une gauche pluraliste.

Gouverner avec les communistes, a contrario, c'était assurément aller dans le sens des espoirs ou des illusions de l'électorat qui avait porté Mitterrand et le PS au pouvoir. Pour cet électorat, en effet, le Parti communiste, malgré ses maladroitures, ses « erreurs » et son sectarisme était une composante de la gauche, et sa mise à l'écart aurait été mal perçue. Gouverner avec les communistes, cependant, c'était également introduire le loup dans la bergerie. Là dessus, les socialistes ne se sont jamais fait l'ombre d'une illusion. Ils connaissent, pour l'avoir pratiquée tous les jours, la maîtrise qu'ont acquis les communistes dans l'art de l'entrisme. Ils savent que dès que le PC est en position d'exercer l'ombre d'un pouvoir quelconque, son premier souci est toujours de noyauter tout ce qui peut l'être. Une alliance avec le diable, donc. Une alliance dont l'histoire démontre qu'elle n'a jamais pu être autre chose que ponctuelle et à sens unique.

Face à ces deux solutions, les socialistes se devaient de choisir, et nul doute qu'à l'heure du choix, ils ont dû réfléchir à ce qu'il était advenu, dans l'histoire de la gauche non communiste, quand elle avait opté pour l'exercice solitaire du pouvoir, ou bien quand au contraire elle avait fait le pari de l'alliance avec les enfants de Marx. Entre la solitude et la glissade sur la pente du centrisme et l'alliance et le grignotage par le ver communiste, le choix ne se

avant de l'avoir tué

fait pas de gaieté de cœur. Une différence de taille cependant par rapport aux exemples que peut fournir l'histoire, dans le cas présent la domination socialiste était écrasante. En cas de manœuvres, d'intrigues, de chantage ou de travail de sape, le PS pouvait toujours éjecter les communistes et gouverner seul. Il en avait les moyens.

De toute évidence, c'est cette considération qui a fait opter le PS pour l'alliance avec le PCF. Quand on n'a pas besoin de quelqu'un, il ne coûte pas cher de jouer les grands seigneurs en lui proposant la paix des braves et en lui tendant la main. C'est ce qui fut fait. Une aumône de quatre ministères, et on allait voir ce qu'on allait voir. D'ailleurs, le PCF n'avait guère le choix. Désavoué par ses électeurs et une partie de ses militants, il lui était difficile de refuser la main tendue des socialistes. Se cantonner dans la position sectaire qui avait été la sienne dans la période de 78 à 81, c'eût été prendre le risque de transformer une défaite en déroute. Continuer de considérer les socialistes comme plus à droite que la droite, c'était à l'évidence prêter le flanc à l'accusation de vouloir faire échouer le changement. Le PCF ne pouvait donc pas faire autre chose que de rentrer dans le rang et demander humblement à se mettre au service du changement. Restait pour le PS à profiter au maximum de cette position de faiblesse du PCF et de lui faire boire le calice jusqu'à la lie. Tout incitait à croire que cela serait aisé. D'une part, le PS en tant que parti dominant allait attirer bon nombre d'hésitants qui faisaient jusqu'alors confiance à la droite ou au PCF, et d'autre part, dans la mesure où le PCF allait devoir jouer le jeu de la solidarité gouvernementale, il allait, sous peine de se déjuger, être contraint de freiner l'ardeur de ses bataillons de choc. Dans ces conditions, le PCF allait se faire laminer sur sa droite (les carriéristes rejoignant un PS plus dominateur que jamais) et sur sa gauche (les impatients du changement renâclant devant les coups de frein), triste perspective, donc, qu'une telle alliance pour les communistes. Mais est-ce cependant à dire qu'il ne tire aucun profit de la situation ? Rien n'est en fait moins sûr !

Certes, actuellement, il est sérieusement coincé. A bien des égards, il passe même pour un gribouille. Difficile en effet pour certains d'avaloir la couleur d'un virage à 180 degrés qui l'a vu passer d'une haine féroce du PS à un soutien inconditionnel de sa politique. Ça ne fait pas très sérieux, et les sympathisants de l'ancienne ligne dure le lui font savoir. Au plan électoral, le PCF se situe désormais aux alentours de 10% et au plan syndical sa courroie de transmission bien connue, la CGT, enregistre effondrements sur effondrements. On ne peut, en effet, pas être et avoir été, jouer pendant trois ans les purs et durs du changement et, du jour au lendemain, expliquer à hue et à dia qu'il est urgent d'attendre. Cela se paye d'une perte d'influence sensible. Mais tout cela est-il si important

pour le PCF ? Là encore, rien n'est moins sûr !

Le PCF, en effet, en a vu d'autres, et il a déjà redressé des situations autrement périlleuses. Après le Pacte germano-soviétique, il avait subi une hémorragie d'une tout autre ampleur, et cela ne l'a pas empêché, quelques années plus tard, de retrouver sa belle santé et son arrogance. Non, de toute évidence, l'essentiel ne se situe pas là. L'essentiel pour le PCF, cela a toujours été de garder sa cohérence interne et, de ce point de vue là, l'alliance pourrie avec les socialistes ne l'a pas entamé d'un millimètre. Les contestataires à la Fiszbín ont échoué dans leur tentative de faire évoluer l'appareil de l'intérieur. Le 24^e congrès en est la preuve. Et quant aux mauvaises têtes qui pensaient déstabiliser la CGT en utilisant la tragédie polonaise, ils ne vont pas tarder à être normalisés. Et quant aux socialistes proprement dit, ils n'ont pas fait bouger le monstre froid communiste d'un millimètre. Le PCF a en effet réussi le tour de force d'affirmer tout à la fois sa solidarité à l'égard d'un gouvernement dénonçant le coup d'Etat militaire en Pologne et à l'égard du fascisme rouge en train d'écraser les masses ouvrières polonaises. Alors, qu'on ne s'y trompe pas : si actuellement le PC est en train de passer un sale quart d'heure en payant le prix de ses erreurs passées, le moins qu'on puisse dire est qu'il limite les dégâts. Pire, le temps travaille pour lui. A chaque fois que l'occasion se présente, il ne manque pas de jouer les pères-la-morale du changement et de donner des avertissements « fraternels ». C'est là tout le sens des grandes déclarations visant à faire payer aux « riches » le retard provoqué par le Conseil constitutionnel dans le train des nationalisations et des propositions de Fiterman sur le paiement de la moitié de la carte orange par les entreprises. Et quant aux avertissements que lance de plus en plus souvent Krazuzelski, le futur numéro 1 de la CGT, cela ressemble à s'y méprendre à des menaces.

Au bout du compte, il n'est donc pas certain du tout que l'alliance avec le PS ait été aussi mauvaise que cela pour le PCF. Cela était du reste prévisible. Le réformisme socialiste n'est crédible que le temps d'une illusion et cette illusion commence à s'évanouir, tant sont étroites les limites de l'aménagement du capitalisme. Le PCF sachant cela s'est donc attaché à jouer le jeu de l'alliance, tout en montrant bien qu'il défend un changement plus profond et plus rapide. Ensuite, il lui sera facile de chevaucher la vague de mécontentement, de rompre ou de provoquer la rupture, et de refaire son retard électoral et de se mettre enfin à l'œuvre... pour plumer la volaille socialiste. A nous d'empêcher que la désillusion qui s'annonce ne profite, une fois de plus, au fossoyeur patenté des mouvements sociaux qu'à toujours été le PCF. A nous de faire que la vague de mécontentement qui pointe son nez à l'horizon soit le début d'une grande tempête, celle de la révolution sociale.

J.-M. RAYNAUD

A droite... droite ! En avant... marche... Gauche droite!

LA MINORITÉ PART AU COMBAT

L E petit Pons ne vous l'a pas envoyé dire, Lecanuet, toutes dents en avant, l'a confirmé... on allait voir ce qu'on allait voir ! Les nationalisations ?... La désolation de l'abomination ! Dans une certaine mesure, c'est vrai ! Le patronat des fonctionnaires va remplacer le patronat de droit divin ! Ce qui va changer, c'est la sauce dans laquelle on va faire mijoter l'électeur. Mais les partis de droite..., nouvelle minorité, innovent ! A chaque nouvelle attaque contre la propriété, fondement du droit capitaliste, qui se cache hypocritement derrière le suffrage universel, nos bougres font appel au pays réel... c'est-à-dire aux neuf vieux jetons qui, apprentis-sorciers, espèrent s'inscrire dans les pages de l'histoire et être canonisés comme Jeanne d'Arc pour avoir tenu jusqu'au bout dans les tranchées du Palais Royal. « A droite..., droite, le RPF et l'UNR sont avec vous ! »

A vrai dire, à l'UDF, ça branle dans le manche presque autant qu'au Parti communiste, ça doit être un signe des temps ? Au RPR, tout baigne dans l'huile, on se tait et on applaudit Chirac presque autant que Marchais au congrès communiste. A l'UDF, mosaïque d'appétits gloutons, on a le Sénat dans sa manche, avec en prime comme figure de proue Fourcade. Ouais, il s'agit bien de cet ancien ministre de l'Economie qui fit un « malheur » au temps où Giscard régnait. Il sait, lui, ce qu'il ne faut pas faire, il a l'expérience des gamelles. Avec les Blanc et les Lecanuet, il est là pour rassurer les notables qui sont légions et qui, à chaque élection régionale, se présentent vaillamment sous l'étiquette d'indépendant. Pendant ce temps, Giscard, « le chef », loin des joutes, tortille des fesses pour s'inscrire un peu mieux dans le fauteuil qu'il a dû abandonner et qu'il guigne de nouveau en salivant.

Ça ne sera pas facile, car en face « les amis » du RPR avec lesquels on vient de se réconcilier avec fracas, bandent leurs pectoraux à s'en faire pêter la sous-ventrière. Dame, eux, ils sont sociaux, pour la participation... et tout, et tout ! Ils ont perdu Debré le jacobin de la Martinique, c'est vrai, le gros Guichard s'est retiré sur des positions préparées à l'avance du côté de la Vendée, et Chaban plus fringant que jamais, fait la pute, un coup à droite, un coup à gauche, rappelant à tout hasard qu'il fut l'inventeur de « la nouvelle société », celle où il était normal de maquiller sa feuille d'impôts ! Mais enfin, au RPR, il en reste des « compagnons » !

Les racées réaniment les sentiments nobles, et ces partis de « l'ordre », après le 10 mai se sont tombés dans les bras. Pour mieux s'étouffer, prétendent les mauvaises langues. Dame, après les élections cantonales et municipales où ils espèrent une revanche, la France représentera une galette des rois savoureuse et chacun d'eux espère bien trouver la fève dans la part qui lui reviendra. Pourtant, « ces braves gens » ont une hantise, l'extrême-droite miteuse et pouilleuse qui, lorsque les crises s'intensifient, se grossit de toute la petite bourgeoisie poujadiste qui aujourd'hui constitue encore une partie non négligeable de leur patrimoine électoral.

Autour de ces partis, disons plutôt ces syndicats d'intérêts, les « petits commerçants » qui ont pignon sur rue entre La Madeleine et l'Opéra comme les « petits paysans » qui n'ont plus d'argent pour acheter l'essence de leur mercédès, drainent derrière eux une majorité de commerçants et de paysans en réelle difficulté et qui devraient bien avoir un peu plus de jugeotte lorsqu'il s'agit de choisir ses représentants.

Tout ce joli monde s'organise, c'est-à-dire que les partis de droite font cracher au bassin les groupes financiers qui voient rouge dès qu'ils entendent parler des 35 heures. Ils ameurent la population contre les maigres avantages sociaux que le gouvernement se laisse arracher, retrouvant les accents de leurs grands ancêtres, ils hurlent contre les « partageux », le tout au nom de la patrie, de la religion, du droit de propriété en misant sur une denrée abondante dans le pays : la connerie humaine. Ne nous y trompons pas, les partis de droite ne rassemblent pas des hommes idéologiquement formés, ça c'est le boulot de la nouvelle droite cacoularde en puissance, mais des intérêts, des rancœurs, parfois aussi des désespoirs réels qu'encadreront, le moment venu, de jeunes fascistes poussés en asperges et conditionnés pour le « coup de torchon patriotique ».

Mais en attendant ces instants « glorieux », les politiciens rassemblés sous la bannière du RPR et de l'UDF risquent de faire un score aux prochaines élections cantonales, car ils sont à l'image du pays profond, une fesse à gauche... une fesse à droite et l'œil rivé sur la lessiveuse de grand papa !

Maurice JOYEUX

un soutien: l'abonnement